

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 440

2 mars 2010

SOMMAIRE

1000.lu S.A.	21105	Luxro	21082
Aircraft V.I.P. Services S.à r.l.	21111	Maghreb Investments Limited	21079
Baldi Holding SA	21075	MTM Capital Partners (Luxembourg) S.A.	21112
Beam Global Spirits & Wine Europe S.à r.l.	21118	Parworld	21120
Black & Decker Luxembourg Finance	21103	P.B.S. Investments S.A.	21074
Carestin S.A.	21077	PriFund Conseil S.A.	21110
CCR Funds	21074	ProLogis France XVI S.à.r.l.	21103
Citran Greysac S.A.	21080	ProLogis France XX S.à.r.l.	21119
cominvest All Seasons 2/2010	21108	ProLogis France XXVII S.à.r.l.	21118
Dimpex S.A.	21109	ProLogis France XXVI S.à.r.l.	21108
Doushan Holding S.A.	21075	ProLogis France XXXVIII S.à r.l.	21112
Dynamic Investment Fund	21110	ProLogis UK LVII S.à r.l.	21111
eOffice Invest S.A.	21080	Raiffeisen Schweiz (Luxembourg) Fonds ..	21094
Evest Luxembourg	21108	SJ Properties Aubervilliers EquityCo Lux S.à r.l.	21120
Financière Pétrusse S.A.	21078	Solupro S.A.	21078
Florentin Strategies S.A.	21077	SPC Holding S.A.	21078
Garmond S.A.	21104	Spirus Investments S.à r.l.	21109
Hope Invest S.A.	21079	Stoke Holding S.A.	21074
HSH Swift Capital Partners Institutional II	21081	Tabiadasc Real Estate S.A.	21080
KBL European Private Bankers S.A.	21075	United Investors Sicav	21076
La Rose S.A.	21079	Valtro Holding S.A.	21109
Lettershop Luxembourg S.A.	21085	Vive les Mariés Sàrl	21119
Lufthansa SICAV-FIS	21076	Vontobel Fund	21085
Luminant Investments S.à.r.l.	21104		

P.B.S. Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.
R.C.S. Luxembourg B 85.460.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la société P.B.S. INVESTMENTS S.A. qui se réunira extraordinairement le *18 mars 2010* à 11.00 heures au siège social de la Société, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Démission des administrateurs de la Société et décharge à leur donner;
2. Remplacement des administrateurs démissionnaires;
3. Divers.

Les résolutions à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire ne requièrent pas de quorum spécial et seront adoptées si elles sont votées par la majorité des actions présentes ou représentées.

Si vous deviez ne pas pouvoir être présent à l'Assemblée générale ordinaire de la Société, des procurations sont disponibles; elles vous seront adressées sur simple demande écrite pour les actionnaires nominatifs.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010021351/6341/19.

Stoke Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 35A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 71.992.

Invitation to the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

taking place at the registered office of the company Thursday, *March 18, 2010* at 10.00 a.m.

Agenda:

1. Dissolution of the Company and decision to put the Company into liquidation.
2. Appointment of the liquidator.
3. Determination of the powers to be given to the liquidator and of the liquidator's remuneration.
4. Any other business.

Luxembourg, February 26, 2010.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2010021352/15.

CCR Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.
R.C.S. Luxembourg B 117.582.

Les actionnaires de CCR Funds (la «Société») sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE

des actionnaires (l'«Assemblée») qui se tiendra au siège social de la Société, le vendredi *26 mars 2010* à 11 heures en vue d'examiner les points d'agenda suivants:

Ordre du jour:

1. Rapports du conseil d'administration et du réviseur d'entreprises de la Société pour l'exercice clos au 31 décembre 2009.
2. Approbation des comptes annuels pour l'exercice clos au 31 décembre 2009.
3. Affectation des résultats.
4. Quitus aux administrateurs pour l'accomplissement de leur mandat jusqu'au 31 décembre 2009.
5. Composition du conseil d'administration.
6. Election ou réélection du réviseur d'entreprises pour un terme d'un an.
7. Divers.

Les résolutions soumises à l'Assemblée ne requièrent aucun quorum. Elles seront adoptées à la majorité simple des actions présentes ou représentées à l'Assemblée.

Pour avoir le droit d'assister ou de se faire représenter à cette Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur doivent avoir déposé leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée aux guichets de BNP Paribas Luxembourg, 10A, boulevard Royal, L- 2093 Luxembourg, où des formulaires de procuration sont disponibles.

Pour le conseil d'administration.

Référence de publication: 2010021831/755/25.

Baldi Holding SA, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 60.259.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à une

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra extraordinairement le mercredi 24 mars 2010 à 15.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Démission de M. Eric MAGRINI de ses mandats d'administrateur et de président du conseil d'administration et décharge.
2. Nomination de M. David GIANNETTI, administrateur de sociétés, né à Briey (France), le 19 décembre 1970, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2014.
3. Démission de la société anonyme FIDUCIAIRE INTERNATIONALE SA de son mandat de commissaire aux comptes et décharge.
4. Nomination de la société à responsabilité limitée COMCOLUX S.à r.l., R.C.S. Luxembourg B 58 545, avec siège social à L-1331 Luxembourg, 67, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme commissaire aux comptes jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2014.
5. Divers.

Le conseil d'administration

Référence de publication: 2010021830/29/22.

Doushan Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 41.199.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 18 mars 2010 à 16.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2009, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2009.
4. Divers.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2010021837/1023/16.

KBL European Private Bankers S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 43, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 6.395.

Les actionnaires de la société anonyme KBL European Private Bankers sont invités à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE

qui se tiendra le 17 mars 2010 à partir de 11.00 heures au siège social de la société indiqué ci-dessus: afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration sur les opérations et la situation de la banque pour l'exercice 2009
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2009

3. Décisions sur la répartition du solde bénéficiaire de l'exercice 2009
4. Décharge aux administrateurs
5. Composition du Conseil d'Administration
6. Divers

Les actionnaires sont priés de se conformer aux articles 26 et 27 des statuts de la Société et de déposer leurs actions et/ou annoncer leur participation à l'assemblée pour le 12 mars 2010 au plus tard.

Les actionnaires qui détiennent encore des actions au porteur sont, suite à la décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 25 avril 2007, invités à convertir leurs actions au porteur en actions nominatives avant d'exercer leur droit de vote à l'assemblée générale. Les actionnaires souhaitant convertir leurs actions au porteur en actions nominatives sont priés d'en avertir Mme D. Servais pour le 12 mars 2010 au plus tard.

Les actionnaires peuvent obtenir toute information complémentaire ainsi qu'un modèle de procuration pour se faire représenter à l'assemblée auprès de:

Madame Danielle SERVAIS
43, Boulevard Royal
L-2955 Luxembourg
Tel: 00 352 / 4797 2529
Fax: 00 352 / 4797 2160
Danielle.servais@kbl-bank.com

Référence de publication: 2010021832/755/31.

Lufthansa SICAV-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1952 Luxembourg, 1-7, rue Nina et Julien Lefèvre.

R.C.S. Luxembourg B 143.348.

Der Verwaltungsrat hat beschlossen, am Donnerstag, dem 18. März 2010 um 11.00 Uhr in 8, rue Lou Hemmer, L-1748 Findel-Golf, die

ORDENTLICHE GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre mit folgender Tagesordnung einzuberufen:

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Abschlussprüfers.
2. Genehmigung der vom Verwaltungsrat vorgelegten Bilanz und der Gewinn- und Verlustrechnung zum 31. Dezember 2009.
3. Verwendung des Jahresergebnisses.
4. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder und des Abschlussprüfers.
5. Zusammensetzung des Verwaltungsrates und Dauer der Mandate.
6. Ernennung des Abschlussprüfers.
7. Verlegung des Sitzes der Gesellschaft.
8. Verschiedenes.

An der Generalversammlung kann jeder Aktionär - persönlich oder durch einen schriftlichen Bevollmächtigten - teilnehmen, der für seine Aktien spätestens am Mittwoch, den 17. März 2010 am Gesellschaftssitz eine Bescheinigung hinterlegt, dass die Aktien für die Dauer der Generalversammlung blockiert sind. Jeder Aktionär, der diese Voraussetzung erfüllt, erhält eine Eintrittskarte zur Generalversammlung.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2010021834/755/25.

United Investors Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 129.617.

Les actionnaires d'United Investors Sicav (la «Société») sont invités à participer à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

(l'«Assemblée») qui se tiendra au siège de la Société, 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange, le jeudi 25 mars 2010, à 11 heures et qui aura l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du conseil d'administration et du réviseur d'entreprises.

2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2009.
3. Affectation des résultats.
4. Donner quitus aux administrateurs pour l'accomplissement de leur mandat pour l'exercice social clos au 31 décembre 2009.
5. Composition du conseil d'administration.
6. Election ou réélection du réviseur d'entreprises pour un terme d'un an.
7. Divers.

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés.

Les propriétaires d'actions au porteur doivent, cinq jours francs avant l'Assemblée, informer par écrit (lettre ou procuration) le Conseil d'Administration de leur intention d'assister à l'Assemblée et indiquer le nombre de titres pour lesquels ils entendent prendre part au vote.

Pour avoir le droit d'assister ou de se faire représenter à cette Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur doivent avoir déposé leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée aux guichets de BNP Paribas Luxembourg, 10A, boulevard Royal, L- 2093 Luxembourg, où des formulaires de procuration sont disponibles.

Pour le conseil d'administration.

Référence de publication: 2010021835/755/28.

Carestin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2730 Luxembourg, 67, rue Michel Welter.

R.C.S. Luxembourg B 56.396.

—

Mesdames et Messieurs les Actionnaires de la société anonyme CARESTIN S.A., prédésignée, sont convoqués à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE

de ladite société anonyme qui se tiendra le *10 mars 2010* à 15.00 heures au siège social sis à L-2730 Luxembourg, 67, rue Michel Welter, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- rapport de gestion et rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels au 31 décembre 2009
- approbation des comptes annuels au 31 décembre 2009
- allocation du résultat pour la période s'achevant le 31 décembre 2009
- quitus aux administrateurs
- quitus au commissaire aux comptes
- décision à prendre dans le cadre des dispositions de l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
- pouvoirs à donner
- questions diverses

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010015585/7430/21.

Florentin Strategies S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 103.043.

—

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le *11 mars 2010* à 10h00 au siège social de la société.

Ordre du jour:

1. Remplacement des membres du conseil d'administration et du Commissaire aux comptes;
2. Transfert de siège social;
3. Divers.

L'administrateur délégué.

Référence de publication: 2010018705/536/14.

Financière Pétrusse S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 44.786.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 12 mars 2010 à 10.30 heures, au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2009.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire.
4. Divers.

Pour le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010018493/660/15.

Solupro S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 6.671.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 11 mars 2010 à 11.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du Conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2009,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2009 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2010018701/833/18.

SPC Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 33.235.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra, par-devant notaire, au 6, rue Heine à L-1720 Luxembourg, le 10 mars 2010 à 15.30 heures avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Modification de la nature des actions qui seront désormais toutes nominatives.
2. Annulation des titres au porteur en circulation pour les transformer en actions nominatives. Pouvoir au Conseil d'Administration pour procéder aux modifications qui s'imposent dans le registre des actionnaires.
3. Modification subséquente du premier alinéa de l'article 4 des statuts.
4. Insertion d'un droit de préemption au profit des actionnaires en place. Insertion d'un nouvel article 5 et renumérotation des articles suivants.
5. Décision de supprimer la version anglaise des statuts.
6. Divers

Deux administrateurs / Le Commissaire

Référence de publication: 2010019058/263/20.

La Rose S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 44.802.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le *12 mars 2010* à 14.00 heures, au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2009.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire.
4. Divers.

Pour le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010018494/660/15.

Hope Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 141.624.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la société qui se tiendra le *10 mars 2010* à 15.30 heures au siège avec pour

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes arrêtés au 31/12/2009
3. Affectation des résultats au 31/12/2009
4. Quitus aux Administrateurs et au Commissaire
5. Divers

Pour assister à cette Assemblée, Messieurs les Actionnaires, sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au Siège Social.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2010018704/3842/18.

Maghreb Investments Limited, Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, Parc d'Activités Syrdall.
R.C.S. Luxembourg B 146.092.

Notice is hereby given that an

ORDINARY GENERAL MEETING

of the shareholders of the Company will be held at the registered office in Munsbach, on Wednesday *10th 2010* at 9.00 am with the following

Agenda:

1. To acknowledge the approval of the Company's annual accounts for the financial year ended on 31 December 2009 prior to the statutory fixed date;
2. To receive the management report and the statutory auditor's report on the Company's annual accounts for the financial year ended on 31 December 2009;
3. To approve the Company's accounts for the financial year ended on 31 December 2009;
4. To allocate the result of the financial year ended on 31 December 2009;
5. To vote on the continuation of the operations of the Company pursuant to article 100 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended;
6. To discharge the board of directors and the statutory auditor for their mandates relating to the Company's financial year ended on 31 December 2009;
7. Statutory elections;
8. To approve a share premium reimbursement; and
9. Miscellaneous.

The shareholders are informed that the resolutions may be voted only with an approval by at least 1/2 of the shares present or represented, with no quorum requirement.

Munsbach, 19th February 2010.

For the Board of Directors

Olivier Dorier

Director

Référence de publication: 2010019125/9111/30.

Citran Greysac S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 61.287.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra extraordinairement le *10 mars 2010* à 15.00 heures au siège de la société.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes;
2. Approbation des bilan et compte de profits et pertes au 31/05/2009;
3. Affectation du résultat;
4. Décharge aux administrateurs et Commissaire aux Comptes;
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010019056/322/16.

eOffice Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 90.728.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à une

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra extraordinairement jeudi, le *11 mars 2010* à 15.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Démission de Monsieur Eric MAGRINI de son mandat d'administrateur et décharge.
2. Nomination de Monsieur Philippe TOUSSAINT, administrateur de sociétés, né à Arlon (Belgique), le 2 septembre 1975, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2014.
3. Démission de la société anonyme FIDUCIAIRE INTERNATIONALE SA de son mandat de commissaire aux comptes et décharge.
4. Nomination de la société à responsabilité limitée COMCOLUX S.à r.l., R.C.S. Luxembourg B 58.545, avec siège social à L-1331 Luxembourg, 67, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme commissaire aux comptes jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2014.
5. Divers.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2010019363/29/21.

Tabiadasc Real Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 85.240.

The shareholders are hereby convened to the

ORDINARY SHAREHOLDERS' MEETING

which will be held extraordinarily on *March 11, 2010* at 10.00 a.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

1. Resignation of the public limited company FIDUCIAIRE INTERNATIONALE SA as statutory auditor and discharge.

2. Appointment of the private limited company COMCOLUX S.à r.l., R.C.S. Luxembourg B n° 58545, with registered office at L-1331 Luxembourg, 67, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, as statutory auditor until the end of the statutory general shareholders' meeting of 2013.
3. Resignation of Mr. Eric MAGRINI as A director and chairman of the board of directors and discharge.
4. Appointment of Mr. Philippe TOUSSAINT, company director, born in Arlon (Belgium), on September 2, 1975, residing professionally at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, as A director until the end of the statutory general shareholders' meeting of 2013.
5. Sundry.

The board of directors.

Référence de publication: 2010019365/29/20.

HSH Swift Capital Partners Institutional II, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-5365 Munsbach, 1C, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 138.845.

AUFLÖSUNG

Im Jahre zweitausendzehn, den siebenzehnten Februar.

Vor dem unterzeichneten Notar Camille Mines, mit dem Amtswohnsitz in Capellen, Grossherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen:

HSH Nordbank Securities S.A., mit Sitz in 2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, (die "Alleinige Aktionärin") hier vertreten durch Herrn Philipp Graf, Jurist, beruflich ansässig in Luxemburg,

auf Grund einer privatschriftlichen Vollmacht, ausgestellt in Luxemburg am 17. Februar 2010.

Diese Vollmacht bleibt, nach "ne varietur" Paraphierung durch den Erschienenen und den Notar, gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigefügt, um mit derselben eingetragen zu werden.

Die Bevollmächtigte ersucht den unterzeichneten Notar, nachstehende Erklärungen zu beurkunden:

- dass die Gesellschaft HSH Swift Capital Partners Institutional II, mit Sitz in IC, Parc d'activité Syrdall, L-5365 Munsbach, eingetragen im Handelsregister von Luxemburg unter Sektion B, Nummer 138845 (nachfolgend die "Gesellschaft"), gemäß notarieller Urkunde am 19. Mai 2008 gegründet und die Satzung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, am 20. Juni 2008 veröffentlicht wurde.

- dass das Gesellschaftskapital der Gesellschaft 31.000 Euro (EUR einunddreißigtausend) beträgt und in 310 (dreihundertzehn) Aktien ohne Nennwert eingeteilt ist;

- dass die Alleinige Aktionärin, HSH Nordbank Securities S.A., Eigentümerin aller 310 (dreihundertzehn) Aktien ist und beschlossen hat, die Gesellschaft mit sofortiger Wirkung aufzulösen und zu liquidieren;

- dass die Bilanz zum 17. Februar 2010, sowie die Gewinn- und Verlustrechnung für den Zeitraum vom 1. Januar 2010 bis zum 17. Februar 2010 gebilligt wurde;

- dass die HSH Nordbank Securities S.A. die Funktion eines Liquidators der Gesellschaft übernommen hat und in dieser Funktion mit sämtlichen Befugnissen ausgestattet wurde, die die Art. 144 bis 148bis des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften für einen Liquidator vorsehen;

- dass sämtliche Schulden der Gesellschaft, bis auf jene Schulden gegenüber der alleinigen Aktionärin, beglichen wurden/ dass die Alleinige Aktionärin die Satzung der Gesellschaft kennt und bestens über die finanzielle Situation informiert ist;

- dass die HSH Nordbank Securities S.A., sich als alleinige Aktionärin der Gesellschaft verpflichtet, sämtliche etwaigen zukünftigen, noch nicht beglichenen Schulden unter ihrer persönlichen Haftung zu übernehmen und auch die Kosten im Zusammenhang mit der Liquidation zu regeln.

Hiermit erfolgt die Auflösung der Gesellschaft mit sofortiger Wirkung, sowie deren Liquidation.

Die Liquidation der Gesellschaft ist somit als abgeschlossen zu betrachten und die Gesellschaft ist somit endgültig aufgelöst und liquidiert.

Dem Verwaltungsrat und dem Wirtschaftsprüfer wird Entlastung für die Ausübung ihrer Mandate erteilt.

Die Bücher der Gesellschaft bleiben während einer Dauer von fünf Jahren ab dem heutigen Tage bei der HSH Nordbank Securities S.A. mit Sitz in L-2180 Luxembourg, 2, rue Jean Monnet hinterlegt.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Capellen, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Verlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Erschienenen, hat derselbe mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: P. GRAF, C. MINES.

Enregistré à Capellen, le 18 février 2010. Relation: CAP/2010/550. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): I. Neu.

Für gleichlautende Abschrift, zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Capellen, den 24. Februar 2010.

Référence de publication: 2010021009/50.

(100028743) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2010.

Luxro, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 27-29, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 151.448.

—
STATUTS

L'an deux mille dix,

Le neuf février,

Par-devant Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à Luxembourg, 35, rue Notre-Dame,

Ont comparu:

1. Monsieur Olivier ROSSY, indépendant, demeurant à Béréldange,

2. Monsieur Pierre ROSSY, commerçant, demeurant à Béréldange,

lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer par les présentes et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er} . Objet, dénomination sociale, siège, durée

Art. 1^{er} . Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée qui est régie par les présents statuts et par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par l'article 1832 modifié du Code civil.

Art. 2. La société a pour objet unique d'exercer les fonctions d'associé-commandité de la société en commandite simple LUXRO et Cie.

Elle peut accorder toute assistance financière à la société en commandite simple LUXRO et Cie, notamment des prêts, garanties ou sûretés, sous quelque forme que ce soit.

Elle peut emprunter sous toute forme.

Elle peut accomplir toutes opérations quelconques qui, directement ou indirectement, se rapportent à son objet, y compris la prise de participation dans ladite société en commandite simple.

Art. 3. La société prend la dénomination sociale de "LUXRO".

Art. 4. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par une décision de la gérance, qui a tous pouvoirs aux fins de faire constater authentiquement la modification des statuts qui en résulte.

Art. 5. La durée de la société est illimitée.

La société peut à tout moment être dissoute dans les conditions prévues par la loi.

Art. 6. La société n'est pas dissoute par le décès d'un associé, gérant ou non gérant. Sous réserve de ce qui est prévu à l'article 9, elle continue entre les associés survivants et les héritiers et représentants de l'associé décédé lorsque ceux-ci remplissent les conditions prévues par les présents statuts et par la loi, sinon le droit de dissolution et le droit de rachat organisés par la loi sont applicables.

L'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un quelconque des associés ne met pas fin à la société.

Titre II. Capital social, apports, parts sociales

Art. 7. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,00), représenté par mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales de dix euros (EUR 10,00) chacune, entièrement libérées (ci-après "les parts").

Art. 8. Les parts sont librement cessibles à des personnes qui sont déjà associées. Si la société ne compte qu'un seul associé, celui-ci peut décider librement de la cession de tout ou de partie de ses parts.

Si la société est composée de deux associés, et à défaut d'accord différent entre eux, celui qui désire céder une ou plusieurs parts doit par lettre recommandée adressée à son co-associé, lui faire connaître les nom, prénoms, profession et domicile, et, dans le cas d'une société, la raison ou dénomination sociale et l'adresse du siège social, du cessionnaire proposé, le nombre des parts à céder et le prix et les autres conditions de la cession projetée, le tout avec offre de réaliser la cession au profit du co-associé.

Dans la quinzaine suivant la réception de cette lettre le co-associé doit faire connaître à l'associé cédant s'il a l'intention de se rendre acquéreur des parts à un prix au moins égal à celui de la cession projetée.

Si dans ledit délai de quinze (15) jours le co-associé n'a pas usé du droit de préemption à lui réservé, son refus vaut accord à la cession projetée.

Le présent droit de préemption s'applique à tous les cas de cession entre vifs, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, alors même que la cession aurait lieu par voie d'adjudication publique ou en vertu d'une décision de justice.

Art. 9. Si la société compte deux associés, en cas de décès d'un associé l'associé survivant bénéficie d'un droit de préemption. A cette fin il doit, dans les trois (3) mois suivant le décès de l'associé, faire connaître par lettre recommandée adressée aux héritiers et légataires de l'associé décédé son intention d'acquérir les parts de l'associé décédé, avec indication du prix et des autres conditions de l'acquisition.

Le droit de préemption doit, s'il est exercé, porter sur la totalité, et non sur partie seulement, des parts de l'associé décédé.

Le prix d'acquisition doit être au moins égal à celui indiqué à l'article 189 de la loi.

A défaut par l'associé survivant d'exercer ledit droit de préemption, les transmissions de parts ainsi que les droits de dissolution et de rachat sont régis par la loi.

Art. 10. Les cessions de parts doivent être constatées par un acte notarié ou sous seing privé.

Elles ne sont opposables à la société et aux tiers qu'après qu'elles ont été notifiées à la société ou acceptées par elle en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du Code civil.

Art. 11. Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux ou par un mandataire commun pris parmi les associés.

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelques mains qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions prises par les associés.

Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des associés.

Titre III. Gérance

Art. 12. La société est gérée par un ou plusieurs gérants pris parmi les associés ou en dehors d'eux.

Ils sont nommés par les associés qui fixent la durée de leurs fonctions et le mode de leur rémunération.

Chaque gérant a la signature sociale; il peut par sa seule signature engager la société sans limites et il a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour faire et autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet.

Chaque gérant doit consacrer tout son temps et donner tous ses soins aux affaires sociales.

Art. 13. Simple mandataire de la société, le gérant ne contracte, à raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements de celle-ci; il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Art. 14. Chaque gérant a droit, en rémunération de son travail et en compensation de la responsabilité attachée à sa gestion, à un traitement à fixer de temps en temps par les associés et porté aux frais généraux, indépendamment de ses frais de représentation, voyages et déplacements.

Si la société a plus d'un gérant, en cas de démission ou de décès d'un gérant, l'autre gérant ou les autres gérants continuent à gérer la société.

En cas de démission ou de décès du seul gérant encore en fonctions, la société ne sera pas dissoute. Dans ce cas les associés pourvoient à son remplacement.

Titre IV. Décisions et assemblées générales

Art. 15. Tant qu'il n'existe que deux associés, toutes les décisions collectives sont prises d'un commun accord entre eux.

Au cas où la société ne compte qu'un seul associé, ce dernier exerce tous les pouvoirs dévolus par la loi à la collectivité des associés décidant par écrit ou en assemblée générale.

Art. 16. Les décisions des associés sont consignées dans un registre de délibérations tenu au siège social.

Les copies ou extraits sont certifiés par un gérant.

Titre V. Exercice social, comptes, répartition des bénéfices

Art. 17. L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 18. A la fin de chaque exercice social la gérance établit les comptes annuels dans la forme prescrite par la loi.

Art. 19. Les produits de la société, constatés par les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, des charges sociales, de tous amortissements de l'actif social et de tous comptes de provisions pour risques commerciaux ou autres, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net il est prélevé 5 % pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce qu'il ait atteint le dixième du capital social.

Le solde du bénéfice est à la disposition des associés qui décident de son affectation ou de sa répartition.

S'il y a des pertes, elles sont supportées par tous les associés dans les proportions et jusqu'à concurrence de leurs parts.

La gérance peut, en se conformant à la loi, verser des acomptes sur dividendes.

Titre VI. Dissolution, liquidation

Art. 20. En cas de perte de la moitié du capital social, chaque associé a le droit de demander la dissolution de la société, à la condition de formuler sa demande par lettre recommandée adressée à la société et à l'autre ou aux autres associés dans le mois de la clôture des comptes dont résulte cette perte, à défaut de quoi la demande en dissolution ne peut être formulée que l'année suivante, dans le même délai, pourvu que la perte n'ait pas été réduite en-dessous de la moitié du capital.

Art. 21. En cas de dissolution de la société, la liquidation est faite par le ou les gérants en exercice, ou, à défaut, par un ou plusieurs liquidateurs désignés par les associés ou, à défaut d'une telle décision, par le président du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale.

La liquidation est faite en conformité des dispositions de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

Titre VII. Loi applicable

Art. 22. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts sont réglées conformément à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la société et prend fin le 31 décembre 2010.

Souscription et paiement

Les parties comparantes, ayant ainsi arrêté les statuts de la société, ont souscrit au nombre de parts et ont intégralement libéré en espèces le capital social ainsi qu'énoncé ci-après:

1.- Monsieur Olivier ROSSY, prénommé, six cent vingt-cinq parts sociales	625
2.- Monsieur Pierre ROSSY, prénommé, six cent vingt-cinq parts sociales	625
Total: mille deux cent cinquante parts sociales	1.250

La preuve du paiement de la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,00) a été rapportée au notaire soussigné qui constate que les conditions prévues par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ont été respectées.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est évalué à la somme de mille quatre cents euros (EUR 1.400,00).

Décision des associés

Les statuts de la société étant établis, les associés ont pris les décisions suivantes:

- 1.- Le nombre des gérants est fixé à deux.
- 2.- Sont nommés gérants pour une durée indéterminée:
Monsieur Olivier ROSSY et Monsieur Pierre ROSSY, prénommés.
- 3.- L'adresse du siège social de la société sera la suivante:
L-1661 Luxembourg, 27-29, Grand-rue.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: O. Rossy, P. Rossy, E. Schlessler.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 10 février 2010. Relation: LAC/2010/6406. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 février 2010.

Référence de publication: 2010021010/150.

(100028315) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 février 2010.

Lettershop Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6947 Niederanven, Zone Industrielle Bombicht.
R.C.S. Luxembourg B 50.283.

L'Assemblée Générale Ordinaire du 13 juillet 2009 décide:

- la nomination de HRT Révision S.à r.l. inscrite au RCSL sous le numéro B51238 ayant son siège au 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg en tant que réviseur d'entreprises et ceci jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire en 2010.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2010019523/12.

(100014261) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2010.

Vontobel Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 38.170.

Im Jahre zweitausendundzehn, den fünften Februar.

Vor dem Unterzeichneten, Maître Henri Hellinckx, Notar mit Amtssitz in Luxemburg,

wurde eine außerordentliche Hauptversammlung der Aktionäre des VONTOBEL FUND (nachfolgend die "Gesellschaft"), eine Aktiengesellschaft mit eingetragenem Sitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg (R.C.S. Luxembourg B 38.170) abgehalten.

Die Gesellschaft wurde am 4. Oktober 1991 durch notarielle Beurkundung von Maître Camille Hellinckx, damals Notar mit Amtssitz in Luxemburg, gegründet, welche am 18. November 1991 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (das "Mémorial") Nummer 434 veröffentlicht wurde. Die Satzung der Gesellschaft wurde mehrere Male abgeändert, und zum letzten Mal am 18. August 2006 durch notarielle Beurkundung von Maître Henri Hellinckx, damals Notar mit Amtssitz in Mersch, Großherzogtum Luxemburg, welche am 26. Oktober 2006 im Mémorial Nummer 2009 veröffentlicht wurde.

Die Hauptversammlung wurde um 15.00 Uhr unter dem Vorsitz von Martin Hermanns-Couturier, Rechtsanwalt, geschäftsansässig in Luxemburg eröffnet.

Der Vorsitzende ernannte Christian Konietzko, Privatangestellter, geschäftsansässig in Esch-sur-Alzette, zum Protokollführer.

Die Hauptversammlung wählte Gerard Pirsch, Privatangestellter, geschäftsansässig in Esch-sur-Alzette, zum Stimmzähler.

Nachdem der Vorsitz der Hauptversammlung ordnungsgemäß bestimmt wurde, erklärte der Vorsitzende und beauftragte den Notar, folgendes festzustellen:

- Die gegenwärtige Versammlung wurde durch Mitteilungen, die die Tagesordnung der Versammlung enthielt und mittels eingeschriebenen Briefes am 28. Januar 2010 an alle Aktionäre der Gesellschaft (die "Aktionäre") geschickt wurde, einberufen.

- Die Aktionäre sowie deren etwaige bevollmächtigte Vertreter, sind unter der Stückzahl der vertretenen Aktien auf einer Anwesenheitsliste eingetragen. Diese Anwesenheitsliste, von den Mitgliedern des Verwaltungsvorstandes und dem instrumentierenden Notar „ne varietur“ unterzeichnet, bleibt ebenso wie die von den Parteien und dem instrumentierenden Notar „ne varietur“ unterzeichneten etwaigen Vollmachten der vertretenen Aktionäre, gegenwärtigem Protokolle, mit welchem sie einregistriert werden, als Anlage beigefügt.

- Aus dieser Anwesenheitsliste geht hervor, dass 23.052.161 von insgesamt 43.383.926,949 ausstehenden Aktien in gegenwärtiger Versammlung vertreten sind.

- Dass somit die Versammlung befugt ist, über nachstehende Tagesordnung, welche den Aktionären bekannt ist, zu beschließen.

- Die Tagesordnung der Hauptversammlung lautet wie folgt:

Tagesordnung

Änderung der Satzung wie folgt zum 15. Februar 2010:

Einzigster Beschluss:

1. Ersetzen des Begriffs „Werte“ durch „zulässige Vermögenswerte“ und der Wörter „des Luxemburger Gesetzes vom 20. Dezember 2002 betreffend die Organismen für gemeinsame Anlagen“ durch „des luxemburgischen Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen in seiner jeweils gültigen Fassung (das „Gesetz von 2002“)“ in Artikel 3

2. Einfügen der folgenden Sätze nach Satz 1 des Artikels 4:

Durch Beschluss des Verwaltungsrats kann der Gesellschaftssitz innerhalb der Gemeinde Luxemburg verlegt werden sowie zusätzliche Zweigstellen oder Büros sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland errichtet werden. Sofern und soweit gesetzlich zulässig, kann der Verwaltungsrat beschließen, den Gesellschaftssitz in eine andere Gemeinde im Großherzogtum Luxemburg zu verlegen.

3. Neufassung des vierten Absatzes des Artikels 5:

Ferner kann der Verwaltungsrat die vorhandenen Aktien in eine größere Anzahl von Aktien unterteilen unter dem Vorbehalt, dass der gesamte Nettoinventarwert der neuen Aktien nicht höher sein darf als der Nettoinventarwert der unterteilten Aktien.

4. Einfügen des Wortes „zulässige“ vor „Vermögenswerte“ im vorletzten Absatz von Artikel 5.

5. Ersetzen des Wortes „Währung“ durch „Form“ und der Wörter „Zertifikate für Inhaberaktien“ durch „Aktienzertifikate“ im ersten Absatz des Artikels 6, ersetzen des Wortes „unverzüglich“ durch die Wörter „binnen kurzer Zeit“ im zweiten Absatz des Artikels 6, Einfügen des Wortes „schriftlichen“ vor Übertragungserklärung in Teil b) des zweiten Satzes des fünften Absatzes von Artikel 6.

6. Neufassen des letzten Satzes des Artikels 6:

Jede Restzahl von Inhaberaktien, für welche kein Zertifikat ausgestellt werden kann, sowie Bruchteile von solchen Aktien, können, je nach Entscheidung des Verwaltungsrats von Zeit zu Zeit, entweder in Form von Namensaktien ausgestellt werden oder die dementsprechende Zahlung wird dem Aktionär zurückerstattet.

7. Ersetzen der Wörter „das Eigentum an“ durch „den Besitz von“ in den Absätzen eins und zwei des Artikels 8 und ersetzen der Worte „in den Büchern“ durch die Worte „im Aktienregister“ im sechsten Absatz des Artikels 8. Ersetzen der Worte „das Eigentum“ durch „den Besitz“ im sechsten Absatz des Artikels 8, ersetzen des Wortes „Eigentümer“ durch das Wort „Besitzer“ im achten Absatz des Artikel 8, ersetzen des Wortes „Aktieneigentum“ durch das Wort „Aktienbesitz“ im neunten Absatz des Artikels 8;

8. Neufassung des zweiten und dritten Absatzes des Artikels 11:

Jede Aktie berechtigt zu einer Stimme, unabhängig von ihrer Kategorie und ihrem Nettoinventarwert. Die Aktionäre können sich in jeder Versammlung der Aktionäre von einer anderen Person vertreten lassen, die sie hierzu schriftlich oder durch Fernschreiben, Telegramm, Telex oder Telefax oder jedes andere elektronische Mittel, das geeignet ist, eine derartige Bevollmächtigung zu beweisen, bevollmächtigen. Aktionäre können bei jeder Versammlung der Aktionäre auch durch Videokonferenz oder jedes andere Telekommunikationsmittel teilnehmen, das ihre Identifikation erlaubt. Diese Mittel müssen den Aktionären eine effektive Beteiligung an der Versammlung der Aktionäre ermöglichen. Das Protokoll der Versammlung muss fortlaufend übertragen werden.

Sofern nicht anders vom Gesetz vorgeschrieben oder in der vorliegenden Satzung festgelegt, werden die Beschlüsse in den ordnungsgemäß einberufenen Versammlungen der Aktionäre mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst. Als abgegebene Stimmen gelten jedoch nicht Stimmen von auf der Versammlung vertretenen Aktien, die nicht an der Abstimmung teilgenommen oder sich enthalten haben oder für die ein leerer oder ungültiger Stimmzettel abgegeben wurde.

9. Neufassung des ersten Absatzes des Artikels 12:

Die Aktionäre treten auf Einberufung des Verwaltungsrats zusammen, mittels eines Einberufungsschreibens, welches die Tagesordnung enthält und mindestens acht Tage im Voraus an die im Aktienregister angegebene Adresse eines jeden Aktionärs zu versenden ist.

10. Einfügen der Worte „und Zeitpunkt“ am Ende des ersten Absatzes von Artikel 14, nach den Worten „angegebenen Ort“ und „oder sein Stellvertreter“ nach „Der Vorsitzende“ am Anfang des zweiten Absatzes, Ersetzen des Wortes „seiner“ durch „ihrer“ im gleichen Absatz, Ersetzen des Wortes „zugelassenen“ durch „zulässigem“ im vierten Absatz des Artikels; Neufassung des fünften und sechsten Absatzes des Artikels 14:

Auf dieses Einberufungsschreiben kann mittels Zustimmung aller Verwaltungsratsmitglieder per Schreiben, Fernschreiben, Telegramm, Telex oder Telefax oder jedes andere Mittel, das geeignet ist, eine derartige Zustimmung zu beweisen, verzichtet werden. Individuelle Versammlungen, welche an Ort und Zeitpunkt, wie in dem zuvor vom Verwaltungsrat festgelegten Kalender angegeben, abgehalten werden, bedürfen keines gesonderten Einberufungsschreibens.

Jedes Verwaltungsratsmitglied ist berechtigt, sich in den Verwaltungsratssitzungen durch ein anderes Verwaltungsratsmitglied vertreten zu lassen, sofern das andere Verwaltungsratsmitglied hierzu schriftlich, per Fernschreiben, per Telegramm, Telex oder Telefax oder jedes andere Mittel, das geeignet ist, eine derartige Bevollmächtigung zu beweisen, bevollmächtigt wird. Ein Verwaltungsratsmitglied kann bei jeder Verwaltungsratssitzung auch durch Videokonferenz oder jedes andere Telekommunikationsmittel teilnehmen, das seine Identifikation erlaubt. Diese Mittel müssen dem Verwaltungsratsmitglied eine effektive Beteiligung an der Verwaltungsratssitzung ermöglichen. Das Protokoll der Sitzung muss fortlaufend übertragen werden.

Streichen des achten Absatzes des Artikels 14 und Einfügen der Worte „oder im Falle seiner Abwesenheit, die seines Stellvertreters. Im Falle der Abwesenheit des Vorsitzenden und seines Stellvertreters, entscheidet die Stimme des vorläufigen Vorsitzenden“ am Ende des vormals elften jetzt zehnten Absatzes. Streichen der Worte „vorausgesetzt, ein solches Votum wird schriftlich bestätigt“ im letzten Absatz des Artikels 14 und Neufassung des letzten Satzes des Artikels

14 „Das Datum eines solchen Beschlusses ist, sofern im Zirkularbeschluss nicht anders dargelegt, das Datum an dem die letzte Unterschrift erfolgt.“

11. Neufassung der Abschnitte a) bis d) des Artikels 16:

- a) Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten, die auf einem geregelten Markt notiert bzw. gehandelt werden;
- b) Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten, die auf einem anderen Markt, der anerkannt, geregelt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union gehandelt werden;
- c) Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten, die an einer Wertpapierbörse oder auf einem anderen Markt, der anerkannt, geregelt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, eines Staates in Europa, Asien, Ozeanien, Afrika und des Amerikanischen Kontinents zur amtlichen Notierung zugelassen sind bzw. gehandelt werden;
- d) Wertpapieren und

Geldmarktinstrumenten aus Neuemissionen, sofern die Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthält, die Zulassung zur amtlichen Notierung bzw. zum Handel an einer oben erwähnten Wertpapierbörse bzw. an einem oben erwähnten geregelten Markt zu beantragen und diese Zulassung innerhalb eines Jahres nach der Emission erfolgt;

12. Neufassung der letzten zwei Absätze von Artikel 16:

Der Verwaltungsrat kann ferner beschließen, Aktienkategorien auszugeben, deren Vermögenswerte die Zusammensetzung eines Finanzindexes nachbilden, sofern die Zusammensetzung des Index hinreichend diversifiziert ist, der Index eine adäquate Bezugsgrundlage für den Markt, auf den er sich bezieht, darstellt, der Index in angemessener Weise veröffentlicht wird und von der luxemburgischen Aufsichtsbehörde anerkannt wird.

Die Gesellschaft wird grundsätzlich nicht mehr als 10% der Nettovermögenswerte einer Aktienkategorie in Organisationen für gemeinsame Anlagen gemäß Artikel 41 (1) (e) des Gesetzes von 2002 anlegen, der Verwaltungsrat kann jedoch für alle oder einzelne Aktienkategorien höhere Grenzwerte festlegen.

13. Ersetzen der Worte „Firma“ durch „einem anderen Unternehmen“, „einen Anteil“ durch „ein Interesse“ im ersten Absatz des Artikels 17 und jeweils „betreffende“ durch „betroffene“ im zweiten Absatz.

14. Neufassung des Artikels 21 bis ausschließlich des Absatzes beginnend mit „Jeder Rückkaufsantrag ist...“:

Wie nachstehend näher erläutert, kann die Gesellschaft jederzeit ihre eigenen Aktien unter Berücksichtigung der gesetzlichen Bestimmungen zurückkaufen.

Jeder Aktionär kann den Rückkauf aller oder eines Teils seiner Aktien durch die Gesellschaft beantragen. Rücknahmeanträge werden jeweils zum darauffolgenden Bewertungsstichtag (wie in Artikel 22 näher beschrieben) abgerechnet, sofern der Rücknahmeantrag innerhalb der vom Verwaltungsrat festgelegten Frist eingeht, ansonsten zum übernächsten Bewertungsstichtag. Der Rückkaufspreis wird spätestens sieben Bankgeschäftstage nach dem betreffenden Bewertungsstichtag ausgezahlt. Der Rückkaufspreis entspricht dem gemäß den Bestimmungen von Artikel 23 der vorliegenden Satzung festgelegten Nettoinventarwert der Aktien der betreffenden Kategorie, abzüglich der vom Verwaltungsrat bestimmten Rückkaufsgebühren und abzüglich der Summe, die der Verwaltungsrat als angemessene Provision für Steuern und Kosten (inklusive Stempel und anderen Steuern, Taxen und behördliche Kosten, Maklerkosten, Bankkosten, Überweisungskosten, Eintragungs- und Zertifikatskosten und anderen ähnlichen Kosten) ("Handelskosten") erachtet, welche anfallen würden, wenn das sich im Besitz der Gesellschaft befindliche Vermögen zu den in einer Schätzung angenommenen Preisen verkauft werden müsste, unter der zusätzlichen Berücksichtigung aller anderen Faktoren, welche nach Meinung des gutgläubigen und sorgfältig handelnden Verwaltungsrats, berücksichtigt werden müßten; dieser Preis wird dann zu Gunsten der Gesellschaft zur nächsten ganzen Einheit der Währung, in der die bezügliche Kategorie berechnet wird, abgerundet.

Die Auszahlung des Rückkaufspreises kann in den folgenden Fällen für einen im Verkaufsprospekt näher zu bestimmenden Zeitraum zur Gänze ausgesetzt werden:

- a) wenn auf Grund der besonderen Gegebenheiten eines oder mehrerer Märkte, auf denen ein wesentlicher Teil der Anlagen einer Aktienkategorie investiert ist, Anlagepositionen kurzfristig nicht zu ihrem tatsächlichen Wert veräußert werden können;
- b) die Rücknahmeanträge eine Aktienkategorie betreffen, welche im Einklang mit ihrer Anlagepolitik sensitive Anlagepositionen hält, wie bspw. Aktien von Unternehmen im "Small-Cap-Bereich", die im Interesse der Aktionäre ohne Wertverlust für das Nettovermögen der Aktienkategorie nicht sofort veräußert werden können;
- c) die Rücknahmeanträge eine Aktienkategorie betreffen, welche im Einklang mit ihrer Anlagepolitik größere Positionen in Anlagen hält, welche in verschiedenen Zeitzonen und verschiedenen Währungen oder welche in Währungen, deren Handelbarkeit eingeschränkt sein kann, gehandelt werden.

Der Verwaltungsrat wird die Entscheidung zur verzögerten Auszahlung des Rückkaufspreises in den oben genannten Fällen unter Berücksichtigung der Interessen aller Aktionäre an dieser Aktienkategorie treffen. Die Rückkehr zur normalen Auszahlungspolitik wird schrittweise erfolgen, um zu gewährleisten, dass die Auszahlung die chronologische Reihenfolge der Rücknahmeanträge widerspiegelt.

Auf Anfrage des betreffenden Aktionärs und unter der Verantwortung des Verwaltungsrats können Naturalrücknahmen ausgeführt werden. Dem Verwaltungsrat steht es frei, solche Naturalrücknahmen abzulehnen und eine Barauszahlung des Rücknahmegeldes in der Währung der betreffenden Aktienkategorie oder der betreffenden Aktienklasse vorzunehmen. Wenn Aktionäre eine Naturalrücknahme anfragen und der Verwaltungsrat sein Einverständnis hierzu erklärt, erhält der betreffende Aktionär, soweit dies möglich ist, eine repräsentative Auswahl des jeweiligen Aktienkategorievermögens

in Vermögenswerten und Bargeld, welche der Anzahl der zurückgenommenen Anteile entspricht. Der Verwaltungsrat wird in diesem Rahmen dem Erfordernis der Gleichbehandlung sämtlicher Aktionäre Rechnung tragen. Der Wert der Naturalrücknahme wird durch den Wirtschaftsprüfer, im Einklang mit dem luxemburgischen Gesetz, bestätigt. Sämtliche im Zusammenhang mit Naturalrücknahmen entstehenden Kosten (dies beinhaltet auch die Kosten und Gebühren des Wirtschaftsprüfers) werden durch den betroffenen Aktionär getragen.

Alle Rückkaufsanträge müssen vom betreffenden Aktionär in schriftlicher Form am Gesellschaftssitz in Luxemburg oder bei jedweder anderen von der Gesellschaft als ihren Agenten für den Aktienrückkauf ernannten Person oder Gesellschaft eingereicht werden; gleichzeitig müssen das oder die Aktienzertifikat(e) (sofern solche ausgestellt wurden) zusammen mit ausreichenden Beweisen der Übertragung oder Abtretung ordnungsgemäß ausgehändigt werden.

15. Neufassung der letzten beiden Absätze von Artikel 21:

Falls Rückkaufsanträge für Aktien in einer Kategorie, die an einem Bewertungsstichtag auszuführen wären, mehr als 5% des Nettovermögens dieser Aktienkategorie ausmachen, kann die Gesellschaft im Interesse der Aktionäre beschließen, die jeweiligen Rücknahmeanträge anteilig zum entsprechenden Bewertungsstichtag nur insoweit auszuführen, dass nicht mehr als 5% des Nettoinventarwertes der jeweiligen Aktienkategorie am Bewertungsstichtag betroffen sind.

Soweit Rücknahmeanträge eines Bewertungsstichtages aufgrund dieser Beschränkung nicht vollständig ausgeführt worden sind, wird der nicht ausgeführte Teil wie ein Rücknahmeantrag des nächsten Bewertungsstichtages behandelt. Ein solcher Rücknahmeantrag wird gegenüber Rücknahmeanträgen, die erst zu diesem zweiten Bewertungsstichtag gestellt worden sind, vorrangig behandelt. Der Verwaltungsrat kann beschließen, auch auf den folgenden Bewertungsstichtagen die 5% Beschränkung anzuwenden. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft kann beschließen, falls zu irgendeinem Zeitpunkt der Nettoinventarwert aller Aktien einer Kategorie weniger als der Gegenwert von CHF 10 Millionen beträgt, sämtliche Aktien der betreffenden Kategorie zu dem am Tage, an welchem sämtliche zu dieser Kategorie gehörenden Guthaben realisiert wurden, anwendbaren Inventarwert zurückzukaufen.

16. Neufassung des Abschnitts a) des Artikel 22:

a) wenn eine oder mehrere Börsen oder andere Märkte, die für einen wesentlichen Teil des Gesamtnettovermögens einer bestimmten Kategorie die Bewertungsgrundlage darstellen, außerhalb der üblichen Feiertage geschlossen sind oder der Handel ausgesetzt wird oder wenn diese Börsen und Märkte Einschränkungen oder kurzfristig beträchtlichen Kursschwankungen unterworfen sind;

17. Ersetzen des Wortes „Gesellschaft“ durch das Wort „Aktienkategorie“ im Abschnitt b) des Artikels 22 und Einfügen des Wortes „schriftlichen“ vor „Antragstellung“ im sechsten Absatz des Artikels.

18. Ersetzen der Wörter „das dem Wert einer Aktienkategorie zurechenbaren Vermögenswerte“ durch „welches dem am besagten Datum auf die entsprechende Kategorie bezogenen Wert des Vermögens der Gesellschaft zurechenbaren Vermögenswerten“ im ersten Satz von Artikel 23.

19. Neufassung der Abschnitte A. c) und A.g) bis A.g) 2) einschließlich:

c) sämtliche Obligationen, Nachsichtwechsel, Anteile/Aktien an Organismen für gemeinsame Anlagen, Aktien, Beteiligungsrechte, Anleihen, Wandel- und Schuldverschreibungen, Bezugsrechte, Optionsscheine, Optionen, Geldmarktinstrumente und sonstigen Anlagen und Wertpapiere, welche sich im Eigentum der Gesellschaft befinden oder für ihre Rechnung gekauft worden sind;

[...]

g) alle sonstigen Vermögenswerte jedweder Art, einschließlich der Rechnungsabgrenzungsposten.

Der Wert dieser Vermögenswerte wird folgendermaßen bestimmt:

1) Der Wert der Bar- oder Kontoguthaben, Wechsel, Schuldscheine und fälligen Forderungen, Rechnungsabgrenzungsposten, Bardividenden und wie vorerwähnt festgesetzten oder aufgelaufenen jedoch noch nicht vereinnahmten Zinsen wird als Gesamtbetrag betrachtet, es sei denn, es besteht die Möglichkeit dass dieser Betrag nicht voll bezahlt oder vereinnahmt werden kann; in diesem Falle wird der Wert errechnet durch Abzug eines Betrages, den die Gesellschaft für angemessen erachtet, um den tatsächlichen Wert der Vermögenswerte widerzuspiegeln.

2) Der Wert sämtlicher an einer Wertpapierbörse notierten oder gehandelten Wertpapiere und/oder derivativen Finanzinstrumente basiert auf dem letzten Kurs am Tage vor dem Bewertungsstichtag, mit der Ausnahme von ostasiatischen Wertpapieren und/oder derivativen Finanzinstrumenten, deren Wert sich in Anwendung der Bestimmungen des nachfolgenden Abschnitts nach dem zuletzt bekannten Kurs zum Zeitpunkt der Bewertung am Bewertungsstichtag bemisst.

20. Einfügen eines neuen Abschnitts 5) im Abschnitt A.g) des Artikels 23 und Anpassung der weiteren Nummerierung:

5) Bei festverzinslichen bzw. variabelverzinslichen Geldmarktpapieren und Wertpapieren mit einer Restlaufzeit von weniger als 3 Monaten, kann ausgehend vom Nettoerwerbkurs und unter Beibehaltung der sich daraus ergebenden Rendite der Bewertungskurs sukzessive dem Rücknahmekurs angeglichen werden. Der so berechnete Bewertungskurs kann daher vom tatsächlichen Marktkurs abweichen, insofern sichergestellt wird, dass sich keine wesentliche Abweichung zwischen dem tatsächlichen Wert des Wertpapiers und dem angeglichenen Bewertungskurs ergibt. Bei wesentlichen Änderungen der Marktverhältnisse erfolgt eine Anpassung der Bewertungsgrundlage der einzelnen Anlagen an die neuen Markttrenditen.

21. Ersetzen der Worte „der Fair Value-Bepreisungsmethodologie“ durch „des „Fair Value-Ansatzes“ im neuen achten Abschnitt von Abschnitt A.g) des Artikels 23, Ersetzen des Wortes „Gesellschaftsbevollmächtigten“ durch „Administrators“ im Abschnitt B.b) des Artikels, Neufassen des letzten Halbsatzes des Abschnitts B.c) des Artikels: „... sofern der Bewertungsstichtag für die Feststellung der dividendenberechtigten Personen übereinstimmt oder diesem folgt.“

22. Neufassen des Abschnitts B.d) des Artikels 23:

d) eine von Zeit zu Zeit vom Verwaltungsrat festgelegte angemessene Rückstellung für bis zum Bewertungsstichtag aufgelaufene Steuern auf das Gesellschaftskapital und den Erträgen sowie sonstige gegebenenfalls vom Verwaltungsrat genehmigte Rückstellungen, ferner etwaige vom Verwaltungsrat als angemessen erachtete Rückstellungen für Eventualverpflichtungen;

23. Ersetzen des Wortes „Bestimmung“ durch „Ermittlung“, Einfügen der Wörter „die Übersetzung“ nach „Kosten für die Erstellung“ und Ersetzen der Worte „von der Regierung“ durch „anderen“ in Abschnitt B.e) des Artikels 23; Neufassen der Abschnitt C.d) und e) des Artikels 23:

(d) wenn ein Vermögenswert oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft keiner bestimmten Masse zugeordnet werden kann, so wird der betreffende Vermögenswert oder die Verbindlichkeit gleichmäßig auf sämtliche Massen verteilt oder, soweit aufgrund der Betragshöhe gerechtfertigt, der Verbindlichkeit, anteilmäßig zum Nettoinventarwert der entsprechenden Masse verteilt.

(e) nach dem Tag, der für die Bestimmung der Personen maßgeblich ist, die hinsichtlich der für eine Kategorie erklärten Ausschüttungen berechtigt sind, vermindert sich der Nettoinventarwert der jeweiligen Aktienkategorie um den entsprechenden Dividendenbetrag.

24. Ersetzen des Wortes „unverzüglich“ durch „unmittelbar“ in Abschnitt E.a) des Artikels 23, Einfügen des Wortes „angesehen“ am Ende des Abschnitts E.b) und Ersetzen der Worte „wie möglich“ durch „durchführbar“ in Abschnitt E.d) des Artikels 23.

25. Neufassung des Artikel 24:

Sobald die Gesellschaft Aktien zur Zeichnung anbietet, entspricht der Preis pro Aktie, zu welchem diese Aktien angeboten und verkauft werden, dem vorbezeichneten Nettoinventarwert für die entsprechende Aktienkategorie, zusätzlich einer vom Verwaltungsrat festgelegten Gebühr für Steuern und Kosten (inklusive Stempel und andere Steuern, Taxen, behördliche Kosten, Maklerkosten, Bankkosten, Überweisungskosten, Eintragungs- und Zertifikatskosten und andere ähnliche Kosten) ("Handelskosten"), welche anfallen würden, wenn das sich im Besitz der Gesellschaft befindliche Vermögen, zu den in einer Schätzung angenommenen Preisen und unter der zusätzlichen Berücksichtigung aller anderen Faktoren, die nach Meinung des Verwaltungsrates berücksichtigt werden müssen, zuzüglich der in den Verkaufsdokumenten festgelegten Verkaufsgebühr. Dieser Preis ist dann aufzurunden zu der nächsten ganzen Einheit der Währung, in welcher der Nettoinventarwert dieser Aktie berechnet wird. Die Vergütung jedes mit dem Verkauf dieser Aktien beauftragten Agenten wird aus dieser Gebühr bezahlt. Die Zahlung des Ausgabepreises muss während der jeweiligen Erstzeichnungsfrist einer Aktienkategorie / Aktienklasse innerhalb von sieben Bankgeschäftstagen nach dem Lancierungsdatum der Aktienkategorie / Aktienklasse bei der Gesellschaft eingehen. Für Zeichnungen, die nach Ablauf der Erstzeichnungsfrist erfolgen, muss die jeweilige Zahlung ebenfalls innerhalb von sieben Bankgeschäftstagen nach dem entsprechenden Bewertungsstichtag bei der Gesellschaft eingehen, jedoch kann vom Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit eine kürzere Zeitspanne bestimmt werden.

26. Ersetzen des Wortes „folgenden“ durch „nachfolgenden“ im ersten Absatz des Artikels 25, Neufassung des ersten Satzes des dritten Absatzes des Artikels:

Der Verwaltungsrat ist zu jeder Zeit ermächtigt, die Währung der Konten der Gesellschaft in EURO zu ändern und diese Änderung in der Satzung einzutragen.

27. Einfügen des Wortes „festgesetzten“ vor „Ort und Zeitpunkt“ im fünften Absatz von Artikel 26.

28. Neufassung des letzten Satzes des Artikels 27:

Die Verwaltungsratsmitglieder dürfen die Depotbank nicht ihres Amtes entheben, bevor eine Nachfolgebank gemäß dieser Vorschrift ernannt wurde, um deren Amt zu übernehmen.

29. Streichung der Worte „oder Rechtspersonen“ im ersten Absatz des Artikels 28, Streichung der Worte „nach Abschluss der Liquidation für einen Zeitraum von sechs Monaten bei der Depotbank hinterlegt. Nach diesem Zeitraum werden die Vermögenswerte“ im zweiten Absatz des Artikels 28; Einfügen eines dritten Absatzes des Artikels:

Die vorgenannten Bestimmungen finden auf Aktienklassen entsprechende Anwendung.

30. Einfügen der Worte „oder -klasse“ bzw. „oder -klassen“ hinter dem Wort „Aktienkategorie“ in den ersten zwei Sätzen des nun vierten Absatzes des Artikels 28; einfügen von „/Aktienklasse“ hinter dem Wort „Aktienkategorie“ im dritten Satz des nun vierten Absatzes des Artikels 28;

31. Ersetzen des Wortes „Nettovermögenswert“ durch „Nettoinventarwert“ in sämtlichen Artikeln.

32. Allgemeine Änderung der Artikel 8, 16, 20, 26, 27, 28 und 30, um die Referenz auf das Gesetz vom 20. Dezember 2002 über die Organismen für gemeinsame Anlagen in seiner jeweils gültigen Fassung durch "das Gesetz von 2002" zu ersetzen.

33. Allgemeine Änderung der Artikel 2, 6, 7, 12, 14, 16, 17, 22, 23, 24, 25, 26, 28 und 30 um Rechtschreib-, Grammatik- und Formfehler zu verbessern.

Nach eingehender Beratung fasste die Hauptversammlung mit 23.041.835 Stimmen dafür, 8.708 Stimmen dagegen und 1.618 Enthaltungen, folgenden Beschluss:

Einzigter Beschluss

Änderung der Satzung wie folgt zum 15. Februar 2010:

1. Ersetzen des Begriffs „Werte“ durch „zulässige Vermögenswerte“ und der Wörter „des Luxemburger Gesetzes vom 20. Dezember 2002 betreffend die Organismen für gemeinsame Anlagen“ durch „des luxemburgischen Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen in seiner jeweils gültigen Fassung (das „Gesetz von 2002“)“ in Artikel 3

2. Einfügen der folgenden Sätze nach Satz 1 des Artikels 4:

Durch Beschluss des Verwaltungsrats kann der Gesellschaftssitz innerhalb der Gemeinde Luxemburg verlegt werden sowie zusätzliche Zweigstellen oder Büros sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland errichtet werden. Sofern und soweit gesetzlich zulässig, kann der Verwaltungsrat beschließen, den Gesellschaftssitz in eine andere Gemeinde im Großherzogtum Luxemburg zu verlegen.

3. Neufassung des vierten Absatzes des Artikels 5:

Ferner kann der Verwaltungsrat die vorhandenen Aktien in eine größere Anzahl von Aktien unterteilen unter dem Vorbehalt, dass der gesamte Nettoinventarwert der neuen Aktien nicht höher sein darf als der Nettoinventarwert der unterteilten Aktien.

4. Einfügen des Wortes „zulässig“ vor „Vermögenswerte“ im vorletzten Absatz von Artikel 5.

5. Ersetzen des Wortes „Währung“ durch „Form“ und der Wörter „Zertifikate für Inhaberaktien“ durch „Aktienzertifikate“ im ersten Absatz des Artikels 6, ersetzen des Wortes „unverzüglich“ durch die Wörter „binnen kurzer Zeit“ im zweiten Absatz des Artikels 6, Einfügen des Wortes „schriftlichen“ vor Übertragungserklärung in Teil b) des zweiten Satzes des fünften Absatzes von Artikel 6.

6. Neufassen des letzten Satzes des Artikels 6:

Jede Restzahl von Inhaberaktien, für welche kein Zertifikat ausgestellt werden kann, sowie Bruchteile von solchen Aktien, können, je nach Entscheidung des Verwaltungsrats von Zeit zu Zeit, entweder in Form von Namensaktien ausgestellt werden oder die dementsprechende Zahlung wird dem Aktionär zurückerstattet.

7. Ersetzen der Wörter „das Eigentum an“ durch „den Besitz von“ in den Absätzen eins und zwei des Artikels 8 und ersetzen der Worte „in den Büchern“ durch die Worte „im Aktienregister“ im sechsten Absatz des Artikels 8. Ersetzen der Worte „das Eigentum“ durch „den Besitz“ im sechsten Absatz des Artikels 8, ersetzen des Wortes „Eigentümer“ durch das Wort „Besitzer“ im achten Absatz des Artikel 8, ersetzen des Wortes „Aktieneigentum“ durch das Wort „Aktienbesitz“ im neunten Absatz des Artikels 8;

8. Neufassung des zweiten und dritten Absatzes des Artikels 11:

Jede Aktie berechtigt zu einer Stimme, unabhängig von ihrer Kategorie und ihrem Nettoinventarwert. Die Aktionäre können sich in jeder Versammlung der Aktionäre von einer anderen Person vertreten lassen, die sie hierzu schriftlich oder durch Fernschreiben, Telegramm, Telex oder Telefax oder jedes andere elektronische Mittel, das geeignet ist, eine derartige Bevollmächtigung zu beweisen, bevollmächtigen. Aktionäre können bei jeder Versammlung der Aktionäre auch durch Videokonferenz oder jedes andere Telekommunikationsmittel teilnehmen, das ihre Identifikation erlaubt. Diese Mittel müssen den Aktionären eine effektive Beteiligung an der Versammlung der Aktionäre ermöglichen. Das Protokoll der Versammlung muss fortlaufend übertragen werden.

Sofern nicht anders vom Gesetz vorgeschrieben oder in der vorliegenden Satzung festgelegt, werden die Beschlüsse in den ordnungsgemäß einberufenen Versammlungen der Aktionäre mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst. Als abgegebene Stimmen gelten jedoch nicht Stimmen von auf der Versammlung vertretenen Aktien, die nicht an der Abstimmung teilgenommen oder sich enthalten haben oder für die ein leerer oder ungültiger Stimmzettel abgegeben wurde.

9. Neufassung des ersten Absatzes des Artikels 12:

Die Aktionäre treten auf Einberufung des Verwaltungsrats zusammen, mittels eines Einberufungsschreibens, welches die Tagesordnung enthält und mindestens acht Tage im Voraus an die im Aktienregister angegebene Adresse eines jeden Aktionärs zu versenden ist.

10. Einfügen der Worte „und Zeitpunkt“ am Ende des ersten Absatzes von Artikel 14, nach den Worten „angegebenen Ort“ und „oder sein Stellvertreter“ nach „Der Vorsitzende“ am Anfang des zweiten Absatzes, Ersetzen des Wortes „seiner“ durch „ihrer“ im gleichen Absatz, Ersetzen des Wortes „zugelassenen“ durch „zulässigem“ im vierten Absatz des Artikels; Neufassung des fünften und sechsten Absatzes des Artikels 14:

Auf dieses Einberufungsschreiben kann mittels Zustimmung aller Verwaltungsratsmitglieder per Schreiben, Fernschreiben, Telegramm, Telex oder Telefax oder jedes andere Mittel, das geeignet ist, eine derartige Zustimmung zu beweisen, verzichtet werden. Individuelle Versammlungen, welche an Ort und Zeitpunkt, wie in dem zuvor vom Verwaltungsrat festgelegten Kalender angegeben, abgehalten werden, bedürfen keines gesonderten Einberufungsschreibens.

Jedes Verwaltungsratsmitglied ist berechtigt, sich in den Verwaltungsratssitzungen durch ein anderes Verwaltungsratsmitglied vertreten zu lassen, sofern das andere Verwaltungsratsmitglied hierzu schriftlich, per Fernschreiben, per

Telegramm, Telex oder Telefax oder jedes andere Mittel, das geeignet ist, eine derartige Bevollmächtigung zu beweisen, bevollmächtigt wird. Ein Verwaltungsratsmitglied kann bei jeder Verwaltungsratssitzung auch durch Videokonferenz oder jedes andere Telekommunikationsmittel teilnehmen, das seine Identifikation erlaubt. Diese Mittel müssen dem Verwaltungsratsmitglied eine effektive Beteiligung an der Verwaltungsratssitzung ermöglichen. Das Protokoll der Sitzung muss fortlaufend übertragen werden.

Streichen des achten Absatzes des Artikels 14 und Einfügen der Worte „oder im Falle seiner Abwesenheit, die seines Stellvertreters. Im Falle der Abwesenheit des Vorsitzenden und seines Stellvertreters, entscheidet die Stimme des vorläufigen Vorsitzenden“ am Ende des vormals elften jetzt zehnten Absatzes. Streichen der Worte „vorausgesetzt, ein solches Votum wird schriftlich bestätigt“ im letzten Absatz des Artikels 14 und Neufassung des letzten Satzes des Artikels 14 „Das Datum eines solchen Beschlusses ist, sofern im Zirkularbeschluss nicht anders dargelegt, das Datum an dem die letzte Unterschrift erfolgt.“

11. Neufassung der Abschnitte a) bis d) des Artikels 16:

- e) Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten, die auf einem geregelten Markt notiert bzw. gehandelt werden;
- f) Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten, die auf einem anderen Markt, der anerkannt, geregelt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union gehandelt werden;
- g) Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten, die an einer Wertpapierbörse oder auf einem anderen Markt, der anerkannt, geregelt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, eines Staates in Europa, Asien, Ozeanien, Afrika und des Amerikanischen Kontinents zur amtlichen Notierung zugelassen sind bzw. gehandelt werden;
- h) Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten aus Neuemissionen, sofern die Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthält, die Zulassung zur amtlichen Notierung bzw. zum Handel an einer oben erwähnten Wertpapierbörse bzw. an einem oben erwähnten geregelten Markt zu beantragen und diese Zulassung innerhalb eines Jahres nach der Emission erfolgt;

12. Neufassung der letzten zwei Absätze von Artikel 16:

Der Verwaltungsrat kann ferner beschließen, Aktienkategorien auszugeben, deren Vermögenswerte die Zusammensetzung eines Finanzindexes nachbilden, sofern die Zusammensetzung des Index hinreichend diversifiziert ist, der Index eine adäquate Bezugsgrundlage für den Markt, auf den er sich bezieht, darstellt, der Index in angemessener Weise veröffentlicht wird und von der luxemburgischen Aufsichtsbehörde anerkannt wird.

Die Gesellschaft wird grundsätzlich nicht mehr als 10% der Nettovermögenswerte einer Aktienkategorie in Organisationen für gemeinsame Anlagen gemäß Artikel 41 (1) (e) des Gesetzes von 2002 anlegen, der Verwaltungsrat kann jedoch für alle oder einzelne Aktienkategorie höhere Grenzwerte festlegen.

13. Ersetzen der Worte „Firma“ durch „einem anderen Unternehmen“, „einen Anteil“ durch „ein Interesse“ im ersten Absatz des Artikels 17 und jeweils „betreffende“ durch „betroffene“ im zweiten Absatz.

14. Neufassung des Artikels 21 bis ausschließlich des Absatzes beginnend mit „Jeder Rückkaufsantrag ist...“:

Wie nachstehend näher erläutert, kann die Gesellschaft jederzeit ihre eigenen Aktien unter Berücksichtigung der gesetzlichen Bestimmungen zurückkaufen.

Jeder Aktionär kann den Rückkauf aller oder eines Teils seiner Aktien durch die Gesellschaft beantragen. Rücknahmeanträge werden jeweils zum darauffolgenden Bewertungsstichtag (wie in Artikel 22 näher beschrieben) abgerechnet, sofern der Rücknahmeantrag innerhalb der vom Verwaltungsrat festgelegten Frist eingeht, ansonsten zum übernächsten Bewertungsstichtag. Der Rückkaufspreis wird spätestens sieben Bankgeschäftstage nach dem betreffenden Bewertungsstichtag ausgezahlt. Der Rückkaufspreis entspricht dem gemäß den Bestimmungen von Artikel 23 der vorliegenden Satzung festgelegten Nettoinventarwert der Aktien der betreffenden Kategorie, abzüglich der vom Verwaltungsrat bestimmten Rückkaufsgebühren und abzüglich der Summe, die der Verwaltungsrat als angemessene Provision für Steuern und Kosten (inklusive Stempel und anderen Steuern, Taxen und behördliche Kosten, Maklerkosten, Bankkosten, Überweisungskosten, Eintragungs- und Zertifikatskosten und anderen ähnlichen Kosten) ("Handelskosten") erachtet, welche anfallen würden, wenn das sich im Besitz der Gesellschaft befindliche Vermögen zu den in einer Schätzung angenommenen Preisen verkauft werden müsste, unter der zusätzlichen Berücksichtigung aller anderen Faktoren, welche nach Meinung des gutgläubigen und sorgfältig handelnden Verwaltungsrats, berücksichtigt werden müßten; dieser Preis wird dann zu Gunsten der Gesellschaft zur nächsten ganzen Einheit der Währung, in der die bezügliche Kategorie berechnet wird, abgerundet.

Die Auszahlung des Rückkaufspreises kann in den folgenden Fällen für einen im Verkaufsprospekt näher zu bestimmenden Zeitraum zur Gänze ausgesetzt werden:

- a) wenn auf Grund der besonderen Gegebenheiten eines oder mehrerer Märkte, auf denen ein wesentlicher Teil der Anlagen einer Aktienkategorie investiert ist, Anlagepositionen kurzfristig nicht zu ihrem tatsächlichen Wert veräußert werden können;
- b) die Rücknahmeanträge eine Aktienkategorie betreffen, welche im Einklang mit ihrer Anlagepolitik sensitive Anlagepositionen hält, wie bspw. Aktien von Unternehmen im "Small-Cap-Bereich", die im Interesse der Aktionäre ohne Wertverlust für das Nettovermögen der Aktienkategorie nicht sofort veräußert werden können;
- c) die Rücknahmeanträge eine Aktienkategorie betreffen, welche im Einklang mit ihrer Anlagepolitik größere Positionen in Anlagen hält, welche in verschiedenen Zeitzonen und verschiedenen Währungen oder welche in Währungen, deren Handelbarkeit eingeschränkt sein kann, gehandelt werden.

Der Verwaltungsrat wird die Entscheidung zur verzögerten Auszahlung des Rückkaufspreises in den oben genannten Fällen unter Berücksichtigung der Interessen aller Aktionäre an dieser Aktienkategorie treffen. Die Rückkehr zur normalen Auszahlungspolitik wird schrittweise erfolgen, um zu gewährleisten, dass die Auszahlung die chronologische Reihenfolge der Rücknahmeanträge widerspiegelt.

Auf Anfrage des betreffenden Aktionärs und unter der Verantwortung des Verwaltungsrats können Naturalrücknahmen ausgeführt werden. Dem Verwaltungsrat steht es frei, solche Naturalrücknahmen abzulehnen und eine Barauszahlung des Rücknahmegeldes in der Währung der betreffenden Aktienkategorie oder der betreffenden Aktienklasse vorzunehmen. Wenn Aktionäre eine Naturalrücknahme anfragen und der Verwaltungsrat sein Einverständnis hierzu erklärt, erhält der betreffende Aktionär, soweit dies möglich ist, eine repräsentative Auswahl des jeweiligen Aktienkategorievermögens in Vermögenswerten und Bargeld, welche der Anzahl der zurückgenommenen Anteile entspricht. Der Verwaltungsrat wird in diesem Rahmen dem Erfordernis der Gleichbehandlung sämtlicher Aktionäre Rechnung tragen. Der Wert der Naturalrücknahme wird durch den Wirtschaftsprüfer, im Einklang mit dem luxemburgischen Gesetz, bestätigt. Sämtliche im Zusammenhang mit Naturalrücknahmen entstehenden Kosten (dies beinhaltet auch die Kosten und Gebühren des Wirtschaftsprüfers) werden durch den betroffenen Aktionär getragen.

Alle Rückkaufsanträge müssen vom betreffenden Aktionär in schriftlicher Form am Gesellschaftssitz in Luxemburg oder bei jedweder anderen von der Gesellschaft als ihren Agenten für den Aktienrückkauf ernannten Person oder Gesellschaft eingereicht werden; gleichzeitig müssen das oder die Aktienzertifikat(e) (sofern solche ausgestellt wurden) zusammen mit ausreichenden Beweisen der Übertragung oder Abtretung ordnungsgemäß ausgehändigt werden.

15. Neufassung der letzten beiden Absätze von Artikel 21:

Falls Rückkaufsanträge für Aktien in einer Kategorie, die an einem Bewertungsstichtag auszuführen wären, mehr als 5% des Nettovermögens dieser Aktienkategorie ausmachen, kann die Gesellschaft im Interesse der Aktionäre beschließen, die jeweiligen Rücknahmeanträge anteilig zum entsprechenden Bewertungsstichtag nur insoweit auszuführen, dass nicht mehr als 5% des Nettoinventarwertes der jeweiligen Aktienkategorie am Bewertungsstichtag betroffen sind.

Soweit Rücknahmeanträge eines Bewertungsstichtages aufgrund dieser Beschränkung nicht vollständig ausgeführt worden sind, wird der nicht ausgeführte Teil wie ein Rücknahmeantrag des nächsten Bewertungsstichtages behandelt. Ein solcher Rücknahmeantrag wird gegenüber Rücknahmeanträgen, die erst zu diesem zweiten Bewertungsstichtag gestellt worden sind, vorrangig behandelt. Der Verwaltungsrat kann beschließen, auch auf den folgenden Bewertungsstichtagen die 5% Beschränkung anzuwenden. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft kann beschließen, falls zu irgendeinem Zeitpunkt der Nettoinventarwert aller Aktien einer Kategorie weniger als der Gegenwert von CHF 10 Millionen beträgt, sämtliche Aktien der betreffenden Kategorie zu dem am Tage, an welchem sämtliche zu dieser Kategorie gehörenden Guthaben realisiert wurden, anwendbaren Inventarwert zurückzukaufen.

16. Neufassung des Abschnitts a) des Artikel 22:

a) wenn eine oder mehrere Börsen oder andere Märkte, die für einen wesentlichen Teil des Gesamtvermögens einer bestimmten Kategorie die Bewertungsgrundlage darstellen, außerhalb der üblichen Feiertage geschlossen sind oder der Handel ausgesetzt wird oder wenn diese Börsen und Märkte Einschränkungen oder kurzfristig beträchtlichen Kursschwankungen unterworfen sind;

17. Ersetzen des Wortes „Gesellschaft“ durch das Wort „Aktienkategorie“ im Abschnitt b) des Artikels 22 und Einfügen des Wortes „schriftlichen“ vor „Antragstellung“ im sechsten Absatz des Artikels.

18. Ersetzen der Wörter „das dem Wert einer Aktienkategorie zurechenbaren Vermögenswerte“ durch „welches dem am besagten Datum auf die entsprechende Kategorie bezogenen Wert des Vermögens der Gesellschaft zurechenbaren Vermögenswerten“ im ersten Satz von Artikel 23.

19. Neufassung der Abschnitte A. c) und A.g) bis A.g) 2) einschließlich:

c) sämtliche Obligationen, Nachsichtwechsel, Anteile/Aktien an Organismen für gemeinsame Anlagen, Aktien, Beteiligungsrechte, Anleihen, Wandel- und Schuldverschreibungen, Bezugsrechte, Optionsscheine, Optionen, Geldmarktinstrumente und sonstigen Anlagen und Wertpapiere, welche sich im Eigentum der Gesellschaft befinden oder für ihre Rechnung gekauft worden sind;

[...]

g) alle sonstigen Vermögenswerte jedweder Art, einschließlich der Rechnungsabgrenzungsposten.

Der Wert dieser Vermögenswerte wird folgendermaßen bestimmt:

3) Der Wert der Bar- oder Kontoguthaben, Wechsel, Schuldscheine und fälligen Forderungen, Rechnungsabgrenzungsposten, Bardividenden und wie vorerwähnt festgesetzten oder aufgelaufenen jedoch noch nicht vereinnahmten Zinsen wird als Gesamtbetrag betrachtet, es sei denn, es besteht die Möglichkeit dass dieser Betrag nicht voll bezahlt oder vereinnahmt werden kann; in diesem Falle wird der Wert errechnet durch Abzug eines Betrages, den die Gesellschaft für angemessen erachtet, um den tatsächlichen Wert der Vermögenswerte widerzuspiegeln.

4) Der Wert sämtlicher an einer Wertpapierbörse notierten oder gehandelten Wertpapiere und/oder derivativen Finanzinstrumente basiert auf dem letzten Kurs am Tage vor dem Bewertungsstichtag, mit der Ausnahme von ostasiatischen Wertpapieren und/oder derivativen Finanzinstrumenten, deren Wert sich in Anwendung der Bestimmungen des nachfolgenden Abschnitts nach dem zuletzt bekannten Kurs zum Zeitpunkt der Bewertung am Bewertungsstichtag bemisst.

20. Einfügen eines neuen Abschnitts 5) im Abschnitt A.g) des Artikels 23 und Anpassung der weiteren Nummerierung:

5) Bei festverzinslichen bzw. variabelverzinslichen Geldmarktpapieren und Wertpapieren mit einer Restlaufzeit von weniger als 3 Monaten, kann ausgehend vom Nettoerwerbskurs und unter Beibehaltung der sich daraus ergebenden Rendite der Bewertungskurs sukzessive dem Rücknahmekurs angeglichen werden. Der so berechnete Bewertungskurs kann daher vom tatsächlichen Marktkurs abweichen, insofern sichergestellt wird, dass sich keine wesentliche Abweichung zwischen dem tatsächlichen Wert des Wertpapiers und dem angeglichenen Bewertungskurs ergibt. Bei wesentlichen Änderungen der Marktverhältnisse erfolgt eine Anpassung der Bewertungsgrundlage der einzelnen Anlagen an die neuen Markttrenditen.

21. Ersetzen der Worte „der Fair Value-Bepreisungsmethodologie“ durch „des „Fair Value-Ansatzes“ im neuen achten Abschnitt von Abschnitt A.g) des Artikels 23, Ersetzen des Wortes „Gesellschaftsbevollmächtigten“ durch „Administrators“ im Abschnitt B.b) des Artikels, Neufassen des letzten Halbsatzes des Abschnitts B.c) des Artikels: „... sofern der Bewertungsstichtag für die Feststellung der dividendenberechtigten Personen übereinstimmt oder diesem folgt.“

22. Neufassen des Abschnitts B.d) des Artikels 23:

d) eine von Zeit zu Zeit vom Verwaltungsrat festgelegte angemessene Rückstellung für bis zum Bewertungsstichtag aufgelaufene Steuern auf das Gesellschaftskapital und den Erträgen sowie sonstige gegebenenfalls vom Verwaltungsrat genehmigte Rückstellungen, ferner etwaige vom Verwaltungsrat als angemessen erachtete Rückstellungen für Eventualverpflichtungen;

23. Ersetzen des Wortes „Bestimmung“ durch „Ermittlung“, Einfügen der Wörter „die Übersetzung“ nach „Kosten für die Erstellung“ und Ersetzen der Worte „von der Regierung“ durch „anderen“ in Abschnitt B.e) des Artikels 23; Neufassen der Abschnitt C.d) und e) des Artikels 23:

(d) wenn ein Vermögenswert oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft keiner bestimmten Masse zugeordnet werden kann, so wird der betreffende Vermögenswert oder die Verbindlichkeit gleichmäßig auf sämtliche Massen verteilt oder, soweit aufgrund der Betragshöhe gerechtfertigt, der Verbindlichkeit, anteilmäßig zum Nettoinventarwert der entsprechenden Masse verteilt.

(e) nach dem Tag, der für die Bestimmung der Personen maßgeblich ist, die hinsichtlich der für eine Kategorie erklärten Ausschüttungen berechtigt sind, vermindert sich der Nettoinventarwert der jeweiligen Aktienkategorie um den entsprechenden Dividendenbetrag.

24. Ersetzen des Wortes „unverzüglich“ durch „unmittelbar“ in Abschnitt E.a) des Artikels 23, Einfügen des Wortes „angesehen“ am Ende des Abschnitts E.b) und Ersetzen der Worte „wie möglich“ durch „durchführbar“ in Abschnitt E.d) des Artikels 23.

25. Neufassung des Artikel 24:

Sobald die Gesellschaft Aktien zur Zeichnung anbietet, entspricht der Preis pro Aktie, zu welchem diese Aktien angeboten und verkauft werden, dem vorbezeichneten Nettoinventarwert für die entsprechende Aktienkategorie, zusätzlich einer vom Verwaltungsrat festgelegten Gebühr für Steuern und Kosten (inklusive Stempel und andere Steuern, Taxen, behördliche Kosten, Maklerkosten, Bankkosten, Überweisungskosten, Eintragungs- und Zertifikatskosten und andere ähnliche Kosten) ("Handelskosten"), welche anfallen würden, wenn das sich im Besitz der Gesellschaft befindliche Vermögen, zu den in einer Schätzung angenommenen Preisen und unter der zusätzlichen Berücksichtigung aller anderen Faktoren, die nach Meinung des Verwaltungsrates berücksichtigt werden müssen, zuzüglich der in den Verkaufsdokumenten festgelegten Verkaufsgebühr. Dieser Preis ist dann aufzurunden zu der nächsten ganzen Einheit der Währung, in welcher der Nettoinventarwert dieser Aktie berechnet wird. Die Vergütung jedes mit dem Verkauf dieser Aktien beauftragten Agenten wird aus dieser Gebühr bezahlt. Die Zahlung des Ausgabepreises muss während der jeweiligen Erstzeichnungsfrist einer Aktienkategorie / Aktienklasse innerhalb von sieben Bankgeschäftstagen nach dem Lancierungsdatum der Aktienkategorie / Aktienklasse bei der Gesellschaft eingehen. Für Zeichnungen, die nach Ablauf der Erstzeichnungsfrist erfolgen, muss die jeweilige Zahlung ebenfalls innerhalb von sieben Bankgeschäftstagen nach dem entsprechenden Bewertungsstichtag bei der Gesellschaft eingehen, jedoch kann vom Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit eine kürzere Zeitspanne bestimmt werden.

26. Ersetzen des Wortes „folgenden“ durch „nachfolgenden“ im ersten Absatz des Artikels 25, Neufassung des ersten Satzes des dritten Absatzes des Artikels:

Der Verwaltungsrat ist zu jeder Zeit ermächtigt, die Währung der Konten der Gesellschaft in EURO zu ändern und diese Änderung in der Satzung einzutragen.

27. Einfügen des Wortes „festgesetzten“ vor „Ort und Zeitpunkt“ im fünften Absatz von Artikel 26.

28. Neufassung des letzten Satzes des Artikels 27:

Die Verwaltungsratsmitglieder dürfen die Depotbank nicht ihres Amtes entheben, bevor eine Nachfolgebank gemäß dieser Vorschrift ernannt wurde, um deren Amt zu übernehmen.

29. Streichung der Worte „oder Rechtspersonen“ im ersten Absatz des Artikels 28, Streichung der Worte „nach Abschluss der Liquidation für einen Zeitraum von sechs Monaten bei der Depotbank hinterlegt. Nach diesem Zeitraum werden die Vermögenswerte“ im zweiten Absatz des Artikels 28; Einfügen eines dritten Absatzes des Artikels:

Die vorgenannten Bestimmungen finden auf Aktienklassen entsprechende Anwendung.

30. Einfügen der Worte „oder -klasse“ bzw. „oder -klassen“ hinter dem Wort „Aktienkategorie“ in den ersten zwei Sätzen des nun vierten Absatzes des Artikels 28; einfügen von „/Aktienklasse“ hinter dem Wort Aktien kategorie“ im dritten Satz des nun vierten Absatzes des Artikels 28;

31. Ersetzen des Wortes „Nettovermögenswert“ durch „Nettoinventarwert“ in sämtlichen Artikeln.

32. Allgemeine Änderung der Artikel 8, 16, 20, 26, 27, 28 und 30, um die Referenz auf das Gesetz vom 20. Dezember 2002 über die Organismen für gemeinsame Anlagen in seiner jeweils gültigen Fassung durch "das Gesetz von 2002" zu ersetzen.

33. Allgemeine Änderung der Artikel 2, 6, 7, 12, 14, 16, 17, 22, 23, 24, 25, 26, 28 und 30 um Rechtschreib-, Grammatik- und Formfehler zu verbessern.

Mangels weiterer Tagesordnungspunkte wurde die Hauptversammlung beendet.

Worüber Urkunde aufgenommen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, dem beurkundenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, haben die Erschienenen mit dem Verwaltungsvorstand und dem beurkundenden Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: M. HERMANN-COUTURIER, C. KONIETZKO, G. PIRSCH und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 12 février 2010. Relation: LAC/2010/6866. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- POUR COPIE CONFORME - délivrée aux fins de publication au Mémorial.

Luxemburg, den 22 Februar 2010.

Référence de publication: 2010021011/534.

(100025860) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2010.

Raiffeisen Schweiz (Luxemburg) Fonds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 45.656.

Im Jahre zweitausendundzehn, den fünften Februar.

Vor dem Unterzeichneten, Maître Henri Hellinckx, Notar mit Amtssitz in Luxemburg.

Wurde eine außerordentliche Hauptversammlung der Aktionäre des RAIFFEISEN SCHWEIZ (LUXEMBURG) FONDS (nachfolgend die "Gesellschaft"), eine Aktiengesellschaft mit eingetragenem Sitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg (R.C.S. Luxembourg B 45.656) abgehalten.

Die Gesellschaft wurde am 30. November 1993 durch notarielle Beurkundung von Maître Camille Hellinckx, damals Notar mit Amtssitz in Luxemburg, gegründet, welche am 24. Dezember 1993 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (das "Mémorial") Nummer 607 veröffentlicht wurde. Die Satzung wurde zuletzt geändert gemäß Urkunde von Notar Henri Hellinckx vom 15. Dezember 2005, veröffentlicht im Mémorial Nummer 1458 vom 27. Dezember 2005.

Die Hauptversammlung wurde um 15.15 Uhr unter dem Vorsitz von Martin Hermanns-Couturier, Rechtsanwalt, geschäftsansässig in Luxembourg eröffnet.

Der Vorsitzende ernannte Christian Konietzko, Privatangestellter, geschäftsansässig in Esch-sur-Alzette, zum Protokollführer.

Die Hauptversammlung wählte Gerard Pirsch, Privatangestellter, geschäftsansässig in Esch-sur-Alzette, zum Stimmzähler.

Nachdem der Vorsitz der Hauptversammlung ordnungsgemäß bestimmt wurde, erklärte der Vorsitzende und beauftragte den Notar, folgendes festzustellen: Die gegenwärtige Versammlung wurde durch Mitteilungen, die die Tagesordnung der Versammlung enthielt und mittels eingeschriebenen Briefes am 28. Januar 2010 an alle Aktionäre der Gesellschaft (die "Aktionäre") geschickt wurde, einberufen.

- Die Aktionäre sowie deren etwaige bevollmächtigte Vertreter, sind unter der Stückzahl der vertretenen Aktien auf einer Anwesenheitsliste eingetragen. Diese Anwesenheitsliste, von den Mitgliedern des Verwaltungsvorstandes und dem instrumentierenden Notar „ne varietur“ unterzeichnet, bleibt ebenso wie die von den Parteien und dem instrumentierenden Notar „ne varietur“ unterzeichneten etwaigen Vollmachten der vertretenen Aktionäre, gegenwärtigem Protokolle, mit welchem sie registriert werden, als Anlage beigefügt.

- Aus dieser Anwesenheitsliste geht hervor, daß 33.543.980 von insgesamt 34.198.041,825 ausstehenden Aktien in gegenwärtiger Versammlung vertreten sind.

- Daß somit die Versammlung befugt ist, über nachstehende Tagesordnung, welche den Aktionären bekannt ist, zu beschließen.

- Die Tagesordnung der Hauptversammlung lautet wie folgt:

*Tagesordnung
Einzigiger Beschluss*

Änderung der Satzung wie folgt zum 15. Februar 2010:

a) Neufassung des ersten Absatzes des Artikels 4:

Der Gesellschaftssitz befindet sich in der Gemeinde Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg. Durch Beschluss des Verwaltungsrats kann der Gesellschaftssitz innerhalb Luxemburg-Stadt verlegt werden sowie zusätzliche Zweigstellen oder Büros sowohl in Luxemburg als auch im Ausland errichtet werden. Sofern und soweit gesetzlich zulässig, kann der Verwaltungsrat beschließen, den Gesellschaftssitz in eine andere Gemeinde im Großherzogtum Luxemburg zu verlegen.

b) Neufassung des letzten Satzes des fünften Absatzes des Artikels 5:

Die Aktien einer Aktienkategorie können sich, falls es der Verwaltungsrat so entscheidet, durch andere Eigenschaften (etwa durch ihre Gebührenstrukturen, Aktien mit Anrecht auf Ausschüttungen ("Ausschüttungsaktien"), Aktien ohne Anrecht auf Ausschüttungen ("Thesaurierungsaktien") oder durch eine bestimmte Absicherungspolitik) unterscheiden ("Aktienklassen").

c) Streichung des Begriffs „Firmen“ in Artikel 8 und Einfügen des folgenden Absatzes am Ende von Artikel 8:

Die Vorschriften dieses Artikels 8 finden im Fall von natürlichen oder juristischen Personen, denen der Aktienbesitz durch die Gesellschaft eingeschränkt oder untersagt worden ist und bei denen es sich nicht um U.S. Staatsangehörige handelt, entsprechende Anwendung."

d) Neufassung des zweiten und dritten Absatzes von Artikel 11:

Sämtliche Aktien geben, unabhängig von ihrer Kategorie und ihrem Inventarwert, Recht auf eine Stimme. Die Aktionäre können sich in jeder Versammlung der Aktionäre von einer anderen Person vertreten lassen, die sich hierzu schriftlich oder durch Fernschreiben, Telegramm, Telex oder Telefax oder jedes andere elektronische Mittel, das geeignet ist, eine derartige Bevollmächtigung zu beweisen, bevollmächtigen. Aktionäre können bei jeder Versammlung der Aktionäre auch durch Videokonferenz oder jedes andere Telekommunikationsmittel teilnehmen, das ihre Identifikation erlaubt. Diese Mittel müssen den Aktionären eine effektive Beteiligung an der Versammlung der Aktionäre ermöglichen. Das Protokoll der Versammlung muss fortlaufend übertragen werden.

Sofern nicht anders vom Gesetz vorgeschrieben oder in der vorliegenden Satzung festgelegt, werden die Beschlüsse in den ordnungsgemäß einberufenen Versammlungen der Aktionäre mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst. Als abgegebene Stimmen gelten jedoch nicht Stimmen von auf der Versammlung vertretenen Aktien, die nicht an der Abstimmung teilgenommen oder sich enthalten haben oder für die ein leerer oder ungültiger Stimmzettel abgegeben wurde.

e) Neufassung der Absätze 5, 6, 8 und 9 des Artikels 14:

Auf dieses Einberufungsschreiben kann mittels Zustimmung aller Verwaltungsratsmitglieder per Schreiben, E-Mail, Telefax oder jedes andere Mittel, das geeignet ist, eine derartige Zustimmung zu beweisen, verzichtet werden. Individuelle Versammlungen, welche an Ort und Zeitpunkt wie in dem zuvor vom Verwaltungsrat festgelegten Kalender angegeben abgehalten werden, bedürfen keines gesonderten Einberufungsschreibens.

Jedes Verwaltungsratsmitglied ist berechtigt, sich in den Verwaltungsratssitzungen durch ein anderes Verwaltungsratsmitglied vertreten zu lassen, sofern das andere Verwaltungsratsmitglied hierzu per Schreiben, E-Mail, Telefax oder jedes andere Mittel, das geeignet ist, eine derartige Bevollmächtigung zu beweisen, bevollmächtigt wird. Ein Verwaltungsratsmitglied kann bei jeder Verwaltungsratssitzung auch durch Videokonferenz oder jedes andere Telekommunikationsmittel teilnehmen, das seine Identifikation erlaubt. Diese Mittel müssen dem Verwaltungsratsmitglied eine effektive Beteiligung an der Verwaltungsratssitzung ermöglichen. Das Protokoll der Sitzung muss fortlaufend übertragen werden.

[...]

Der Verwaltungsrat kann nur rechtsgültig beschließen oder handeln, wenn wenigstens die Hälfte seiner Mitglieder in der Verwaltungsratssitzung anwesend oder vertreten ist.

Beschlüsse werden mit Stimmenmehrheit der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder getroffen. Im Falle einer Stimmengleichheit, sei es für oder gegen eine vom Verwaltungsrat zu treffende Bestimmung, entscheidet die Stimme des Verwaltungsratsvorsitzenden oder im Falle seiner Abwesenheit, die seines Stellvertreters. Im Falle der Abwesenheit des Vorsitzenden und seines Stellvertreters, entscheidet die Stimme des vorläufigen Vorsitzenden.

f) Neufassung der Abschnitte b) und d) des Artikels 16 sowie der letzten beiden Absätze von Artikel 16:

b) Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten, die auf einem anderen Markt, der anerkannt, geregelt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union gehandelt werden;
[...]

d) Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten aus Neuemissionen, sofern die Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten, die Zulassung zur Notierung bzw. zum Handel an einer oben erwähnten Wertpapierbörse bzw. an einem oben erwähnten geregelten Markt zu beantragen und diese Zulassung innerhalb eines Jahres nach der Emission erfolgt;

[...]

Der Verwaltungsrat kann ferner beschließen, Aktienkategorien auszugeben, deren Vermögenswerte die Zusammensetzung eines Aktien- oder Obligationenindex nachbilden, sofern die Zusammensetzung des Index hinreichend diver-

sifiziert ist, der Index eine adäquate Bezugsgrundlage für den Markt, auf den er sich bezieht, darstellt, der Index in angemessener Weise veröffentlicht wird und von der luxemburgischen Aufsichtsbehörde anerkannt wird.

Die Gesellschaft wird grundsätzlich nicht mehr als 10% der Nettovermögenswerte einer Aktienkategorie in Organisationen für gemeinsame Anlagen gemäß Artikel 41 (1) (e) des Gesetzes anlegen, der Verwaltungsrat kann jedoch für alle oder einzelne Aktienkategorien höhere Grenzwerte festlegen.

g) Austausch der Wörter „sofern“ durch „wobei“ und „erhalten“ durch „halten“ im viertletzten Absatz des Artikels 16.

h) Löschung des Verweises auf Raiffeisen Schweiz (Luxemburg) Fonds Advisory S.A. in Artikel 17

i) Neufassung des zweiten Absatzes des Artikels 21:

Jeder Aktionär kann den Rückkauf aller oder eines Teils seiner Aktien durch die Gesellschaft beantragen. Rücknahmeanträge werden jeweils zum darauffolgenden Bewertungsstichtag (wie in Artikel 22 näher beschrieben) abgerechnet, sofern der Rücknahmeantrag innerhalb der vom Verwaltungsrat festgelegten Frist eingeht, ansonsten zum übernächsten Bewertungsstichtag. Der Rückkaufpreis wird spätestens sieben Bankgeschäftstage, nach dem jeweiligen Bewertungsstichtag ausgezahlt. Der Rückkaufpreis entspricht dem gemäß den Bestimmungen von Artikel 23 der vorliegenden Satzung festgelegten Inventarwert der Aktien der betreffenden Kategorie, minus der vom Verwaltungsrat bestimmten Rückkaufskosten und minus der Summe, die der Verwaltungsrat als angebrachte Provision für Steuern und Kosten (inklusive Stempel und anderen Steuern, Taxen und behördliche Kosten, Maklerkosten, Bankkosten, Überweisungskosten, Eintragungs- und Zertifikatskosten und anderen ähnlichen Kosten) ("Handelskosten"), welche anfallen würden, wenn das sich im Besitz der Gesellschaft befindliche Vermögen verkauft werden müsste zu den in einer Schätzung angenommenen Preisen, unter der zusätzlichen Berücksichtigung aller anderen Faktoren, welche nach Meinung des Verwaltungsrats, der vorsichtig und gutgläubig handelt, berücksichtigt werden müssten; dieser Preis wird dann zu Gunsten der Gesellschaft abgerundet zur nächsten ganzen Einheit der Währung in der die bezügliche Kategorie berechnet wird.

j) Einfügen der folgenden Absätze nach dem neugefassten Absatz 2 des Artikels 21:

Die Auszahlung des Rückkaufpreises kann in den folgenden Fällen für einen im Verkaufsprospekt näher zu bestimmenden Zeitraum zur Gänze ausgesetzt werden:

a) wenn auf Grund der besonderen Gegebenheiten eines oder mehrerer Märkte, auf denen ein wesentlicher Teil der Anlagen einer Aktienkategorie investiert ist, Anlagepositionen kurzfristig nicht zu ihrem tatsächlichen Wert veräußert werden können.

b) die Rücknahmeanträge eine Aktienkategorie betreffen, welche im Einklang mit ihrer Anlagepolitik sensitive Anlagepositionen hält, wie bspw. Aktien von Unternehmen im "Small-Cap-Bereich", die im Interesse der Aktionäre ohne Wertverlust für das Nettovermögen der Aktienkategorie nicht sofort veräußert werden können;

c) die Rücknahmeanträge eine Aktienkategorie betreffen, welche im Einklang mit ihrer Anlagepolitik größere Positionen in Anlagen hält, welche in verschiedenen Zeitzonen und verschiedenen Währungen oder welche in Währungen, deren Handelbarkeit eingeschränkt sein kann gehandelt werden;

Der Verwaltungsrat wird die Entscheidung zur verzögerten Auszahlung des Rückkaufpreises in den oben genannten Fällen unter Berücksichtigung der Interessen aller Aktionäre an dieser Aktienkategorie treffen. Die Rückkehr zur normalen Auszahlungspolitik wird schrittweise erfolgen, um zu gewährleisten, dass die Auszahlung die chronologische Reihenfolge der Rücknahme widerspiegelt.

Auf Anfrage des betreffenden Aktionärs und unter der Verantwortung des Verwaltungsrats können Naturalrücknahmen ausgeführt werden. Dem Verwaltungsrat steht es frei, solche Naturalrücknahmen abzulehnen und eine Barauszahlung des Rücknahmegeldes in der Währung des betreffenden Teilfonds oder der betreffenden Aktienklasse vorzunehmen. Wenn Aktionäre eine Naturalrücknahme anfragen und der Verwaltungsrat sein Einverständnis hierzu erklärt, erhält der betreffende Aktionär, soweit dies möglich ist, eine repräsentative Auswahl des jeweiligen Teilfondsvermögens in Vermögenswerten und Bargeld, welche der Anzahl der zurückgenommenen Aktien entspricht. Der Verwaltungsrat wird in diesem Rahmen dem Erfordernis der Gleichbehandlung sämtlicher Aktionäre Rechnung tragen. Der Wert der Naturalrücknahme wird durch den Wirtschaftsprüfer, im Einklang mit dem luxemburgischen Gesetz, bestätigt. Sämtliche im Zusammenhang mit Naturalrücknahmen entstehenden Kosten (dies beinhaltet auch die Kosten und Gebühren des Wirtschaftsprüfers) werden durch den betroffenen Aktionär getragen.

k) Austausch der Wörter „Im Falle wo ein Rückkauf oder“ durch „Sofern ein Rückkauf,“ im fünftletzten Absatz des Artikels 21 und Neufassung des Artikels 21 vom viertletzten bis zum vorletzten Absatz jeweils einschließlich:

Falls Rückkaufsanträge für Aktien in einer Kategorie, die an einem Bewertungsstichtag auszuführen wären mehr als 5% des Nettovermögens dieser Aktienkategorie ausmachen, kann die Gesellschaft im Interesse der Aktionäre beschließen, die jeweiligen Rücknahmeanträge anteilig zum entsprechenden Bewertungsstichtag nur insoweit auszuführen, dass nicht mehr als 5% des Nettovermögenswertes der jeweiligen Aktienkategorie am Bewertungsstichtag betroffen sind.

Soweit Rücknahmeanträge eines Bewertungsstichtages aufgrund dieser Beschränkung nicht vollständig ausgeführt worden sind, wird der nicht ausgeführte Teil wie ein Rücknahmeantrag des nächsten Bewertungsstichtages behandelt. Ein solcher Rücknahmeantrag wird gegenüber Rücknahmeanträgen, die erst zu diesem zweiten Bewertungsstichtag gestellt worden sind, vorrangig behandelt.

Der Verwaltungsrat kann beschließen, auch auf den folgenden Bewertungsstichtagen die 5% Beschränkung anzuwenden.

l) Neufassung der Absätze a) bis d) jeweils einschließlich des Artikels 22:

a) Wenn eine oder mehrere Börsen oder andere Märkte, die für einen wesentlichen Teil des Gesamtnettvermögens einer bestimmten Kategorie die Bewertungsgrundlage darstellen, außerhalb der üblichen Feiertage geschlossen sind oder der Handel ausgesetzt wird oder wenn diese Börsen und Märkte Einschränkungen oder kurzfristig beträchtlichen Kursschwankungen unterworfen sind;

b) im Falle einer Notlage, infolge welcher sich die Verfügbarkeit oder die Bestimmung der auf eine solche Anlagenkategorie bezogenen Bewertung der Vermögenswerte der Aktienkategorie als unmöglich erweist; oder

c) im Falle des Ausfalls der normalerweise bei der Bestimmung des Preises oder des Wertes der auf eine bestimmte Anlagenkategorie bezogenen Anlagen oder der für die dann gültigen Preise oder Werte an einer Wertpapierbörse angewandten Kommunikationsmittel; oder

d) während jeder Periode, in welcher die Gesellschaft die Rückführung der Gelder zwecks Zahlung des Rückkaufpreises solcher Aktien einer bestimmten Anteilskategorie nicht durchführen kann oder während welcher jede Übertragung von Geldern für die Realisierung oder den Erwerb von Anlagen oder für die Zahlung des Rückkaufpreises dieser Aktien nach Meinung des Verwaltungsrats nicht zu üblichen Wechselkursen erfolgen kann.

m) Neufassung des Einleitungssatzes zu Artikel 23 A. und Neufassung der Absätze A. c) bis f) jeweils einschließlich des Artikels 23:

A. Als Vermögenswerte der Gesellschaft gelten:

[...]

c) sämtliche Obligationen, Nachsichtwechsel, Anteile/Aktien an Organismen für gemeinsame Anlagen, Aktien, Beteiligungsrechte, Anleihen, Bezugsrechte, Wandel- und Schuldverschreibungen, Optionsscheine, Optionen, Geldmarktinstrumente und sonstige Anlagen und Wertpapiere, welche sich im Besitz der Gesellschaft befinden oder für ihre Rechnung gekauft worden sind;

d) sämtliche der Gesellschaft geschuldeten Aktien, Stockdividenden, Bardividenden und Barausschüttungen (wobei, die Gesellschaft Berichtigungen im Hinblick auf die durch den Handel mit Ex-Dividenden und Ex-Bezugsrechten oder durch ähnliche Praktiken verursachten Schwankungen des Marktwertes der Wertpapiere vornehmen kann);

e) sämtliche auf den von der Gesellschaft gehaltenen verzinslichen Wertpapieren aufgelaufene Zinsen, außer wenn diese Zinsen im Nennwert des entsprechenden Wertpapiers inbegriffen oder berücksichtigt sind;

f) die Gründungskosten der Gesellschaft, sofern diese nicht abgeschrieben wurden;

n) Neufassung der Absätze A. 2), 5) und 7) des Artikels 23:

2) Der Wert, sämtlicher an der Börse notierten oder gehandelten Wertpapiere und/oder derivativen Finanzinstrumente basiert auf dem letzten Kurs am Tage vor dem Bewertungsstichtag, mit der Ausnahme von ostasiatischen Wertpapieren und/oder derivativen Finanzinstrumenten, deren Wert sich in Anwendung der Bestimmungen des nachfolgenden Abschnitts nach dem zuletzt bekannten Kurs zum Zeitpunkt der Bewertung am Bewertungsstichtag bemisst.

[...]

5) Der Wert der Anteile oder Aktien an Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren oder anderen Organismen für gemeinsame Anlagen basiert auf dem letzten verfügbaren Nettovermögenswert.

[...]

7) In Fällen, in denen die Interessen der Gesellschaft oder ihrer Aktionäre es rechtfertigen (z.B. zur Vermeidung von Market Timing), kann der Verwaltungsrat angemessene Maßnahmen, wie z.B. die Anwendung des Fair Value-Ansatzes, durchführen, um den Wert der Vermögenswerte der Gesellschaft wie in den Verkaufsdokumenten der Gesellschaft näher beschrieben, anzupassen.

o) Ersetzen der Worte "dem Kapital" durch "das Fondskapital" in Abschnitt B. d) des Artikels 23, Neufassung des Abschnitts B. des Artikels 23 bis B. b) einschließlich sowie Neufassung der Abschnitte D. und E. bis E. b) einschließlich und E. d) des Artikels 23:

B. Als Verbindlichkeiten der Gesellschaft gelten:

a) sämtliche Darlehen, Wechselverbindlichkeiten und Verpflichtungen;

b) sämtliche aufgelaufenen oder zahlbaren Verwaltungsauslagen (einschließlich der Fondsverwaltungsgebühr, der Depotbankgebühren und der Gebühren des Administrators);

[...]

D. Falls Ausschüttungsaktien und Thesaurierungsaktien in einer Kategorie ausgegeben werden, wird der Nettovermögenswert pro Aktie jeder Aktienklasse der betreffenden Kategorie berechnet, indem der auf den betreffenden Teilfonds entfallende Nettovermögenswert, welcher der betreffenden Aktienklasse zuzurechnen ist, durch die Gesamtheit der im Umlauf befindlichen Aktien der jeweiligen Aktienklasse geteilt wird. Der Prozentsatz des gesamten Nettovermögenswertes der betreffenden Kategorie, welcher den jeweiligen Aktienklassen zuzurechnen ist und der ursprünglich dem Prozentsatz der Gesamtzahl der Aktien entsprach, die eine solche Aktienklasse darstellen, verändert sich infolge von Dividenden oder anderen Ausschüttungen bezüglich der Ausschüttungsaktien sowie der Ausgaben und Rücknahmen von Aktien folgendermaßen:

1) jedes Mal, wenn eine Ausschüttung auf Ausschüttungsaktien vorgenommen wird, wird der gesamte Nettovermögenswert, der dieser Aktienklasse zuzuschreiben ist, um den Betrag der Ausschüttung gekürzt (was eine Minderung des Prozentsatzes der gesamten Nettovermögenswerte der entsprechenden Aktienkategorie, welcher den Ausschüttungsaktien zuzurechnen ist, zur Folge hat), während die gesamten Nettovermögenswerte, die den Thesaurierungsaktien zuzuschreiben sind, unverändert bleiben (was eine Erhöhung des Prozentsatzes der gesamten Nettovermögenswerte der betreffenden Aktienkategorie, welcher den Thesaurierungsaktien zuzurechnen ist, zur Folge hat);

2) jedes Mal, wenn eine Erhöhung des Kapitals der entsprechenden Aktienkategorie als Folge der Ausgabe von neuen Aktien einer Aktienklasse stattfindet, werden die gesamten Nettovermögenswerte, die der entsprechenden Aktienklasse zuzuschreiben sind, um den Betrag, der aus dieser Ausgabe erhalten wurde, erhöht;

3) bei Rücknahme durch die entsprechende Aktienkategorie von Aktien einer Aktienklasse werden die gesamten Nettovermögenswerte, die der entsprechenden Aktienklasse zuzuschreiben sind, um den Rücknahmepreis dieser Aktien vermindert;

4) bei der Umwandlung von Aktien einer Aktienklasse in eine andere Aktienklasse werden die gesamten Nettovermögenswerte, die dieser Aktienklasse zuzuschreiben sind, um den Nettovermögenswert der umgewandelten Aktien vermindert, und der Gesamtnettovermögenswert, der der entsprechenden Aktienklasse zuzuschreiben ist, wird um diesen Betrag erhöht.

E. Zu diesem Zwecke:

a) gelten die gemäß Artikel 21 der vorliegenden Satzung zurückzunehmenden Aktien der Gesellschaft bis unmittelbar nach Geschäftsabschluss am entsprechenden Bewertungstichtag als bestehend und werden als solche berücksichtigt; ab diesem Zeitpunkt und bis zur Zahlung gilt der Preis als Verbindlichkeit der Gesellschaft;

b) gelten die infolge von eingegangenen Zeichnungsanträgen auszugebenden Aktien der Gesellschaft, unverzüglich nach Geschäftsabschluss an dem Bewertungstichtag an dem der Ausgabepreis errechnet wurde, als bestehend, und dieser Preis wird, bis er von der Gesellschaft erhalten worden ist, als Forderung der Gesellschaft angesehen; [...]

d) werden an den jeweiligen Bewertungstichtagen die von der Gesellschaft an diesem Bewertungstichtag abgeschlossenen Käufe oder Verkäufe von Wertpapieren - soweit durchführbar - berücksichtigt.

p) Neufassung des ersten und des letzten Satzes des Artikels 24:

Wenn immer die Gesellschaft Aktien zur Zeichnung anbietet, so entspricht der Preis pro Aktie, zu welchem diese Aktien angeboten und verkauft werden, dem vorbezeichneten Inventarwert für die entsprechende Aktienkategorie, zusätzlich einer vom Verwaltungsrat festgelegten Gebühr für Steuern und Kosten (inklusive Stempel und andere Steuern, Taxen, behördliche Kosten, Maklerkosten, Bankkosten, Überweisungskosten, Eintragungs- und Zertifikatskosten und andere ähnliche Kosten) ("Handelskosten"), welche anfallen würden, wenn das sich im Besitz der Gesellschaft befindliche Vermögen gekauft werden müßte zu den in einer Schätzung angenommenen Preisen, und unter der zusätzlichen Berücksichtigung aller anderen Faktoren, die nach Meinung des Verwaltungsrates berücksichtigt werden müssen, zuzüglich der in den Verkaufsdokumenten festgelegten Verkaufsgebühren.

[...]

Die Zahlung des Ausgabepreises muss während der jeweiligen Erstzeichnungsfrist einer Aktienkategorie/Aktienklasse innerhalb von sieben Bankgeschäftstagen nach dem Lancierungsdatum der Aktienkategorie/Aktienklasse bei der Gesellschaft eingehen. Für Zeichnungen, die nach Ablauf der Erstzeichnungsfrist erfolgen, muss die jeweilige Zahlung ebenfalls innerhalb von sieben Bankgeschäftstagen nach dem entsprechenden Bewertungstichtag bei der Gesellschaft eingehen. Der Verwaltungsrat kann beschließen, diese Frist zu verkürzen.

q) Streichung der folgenden Satzbestandteile am Ende des ersten Absatzes von Artikel 28: „für einen Zeitraum von sechs Monaten nach Abschluss der Liquidation bei der Depotbank hinterlegt. Nach diesem Zeitraum werden die Vermögenwerte“;

r) Einfügen eines neuen Absatzes 2 in Artikel 28:

Die vorgenannten Bestimmungen finden auf Aktienklassen entsprechende Anwendung.

s) Neufassung der drei ersten Sätze des bisherigen Absatzes zwei und neuen Absatzes drei von Artikel 28:

Unter den selben Umständen wie im vorhergehenden Abschnitt angeführt, kann der Verwaltungsrat entscheiden eine Aktienkategorie oder -klasse durch Einbringen in eine andere Aktienkategorie oder -klasse aufzulösen. Außerdem kann ein solcher Zusammenschluß durch den Verwaltungsrat entschieden werden, wenn das Interesse der Aktionäre der betreffenden Kategorien/Aktienklassen dies verlangt. Diese Entscheidung wird, wie im vorhergehenden Abschnitt vorgesehen, veröffentlicht und die Veröffentlichung wird außerdem Informationen über die neue Aktienkategorie/Aktienklassen beinhalten.

t) Ersetzen des Wortes „entschlossen“ durch „beschlossen“ im vorletzten Absatz des Artikels 28 und Ersetzen der Worte „Luxemburger OGAW“ durch „luxemburgischen Organismus für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren“ im letzten Absatz von Artikel 28.

u) Neufassung des ersten Satzes von Artikel 29:

Die vorliegende Satzung kann von einer Versammlung der Aktionäre, die nach den luxemburgischen Gesetzen ordentlich, was die Beschlussfähigkeit und die Stimmabgabe betrifft, einberufen ist, abgeändert werden.

v) Allgemeine Änderung der Artikel 6, 7, 8, 12, 14, 17, 19, 23, 25, 26 und 28 um Rechtschreib-, Grammatik- und Formfehler zu beheben.

Nach eingehender Beratung fasste die Hauptversammlung mit 33.543.980 Stimmen dafür und keiner Stimme dagegen, folgenden Beschluss:

Einzigiger Beschluss

Änderung der Satzung wie folgt zum 15. Februar 2010:

a) Neufassung des ersten Absatzes des Artikels 4:

Der Gesellschaftssitz befindet sich in der Gemeinde Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg. Durch Beschluss des Verwaltungsrats kann der Gesellschaftssitz innerhalb Luxemburg-Stadt verlegt werden sowie zusätzliche Zweigstellen oder Büros sowohl in Luxemburg als auch im Ausland errichtet werden. Sofern und soweit gesetzlich zulässig, kann der Verwaltungsrat beschließen, den Gesellschaftssitz in eine andere Gemeinde im Großherzogtum Luxemburg zu verlegen.

b) Neufassung des letzten Satzes des fünften Absatzes des Artikels 5:

Die Aktien einer Aktienkategorie können sich, falls es der Verwaltungsrat so entscheidet, durch andere Eigenschaften (etwa durch ihre Gebührenstrukturen, Aktien mit Anrecht auf Ausschüttungen ("Ausschüttungsaktien"), Aktien ohne Anrecht auf Ausschüttungen ("Thesaurierungsaktien") oder durch eine bestimmte Absicherungspolitik) unterscheiden ("Aktienklassen").

c) Streichung des Begriffs „Firmen“ in Artikel 8 und Einfügen des folgenden Absatzes am Ende von Artikel 8:

Die Vorschriften dieses Artikels 8 finden im Fall von natürlichen oder juristischen Personen, denen der Aktienbesitz durch die Gesellschaft eingeschränkt oder untersagt worden ist und bei denen es sich nicht um U.S. Staatsangehörige handelt, entsprechende Anwendung."

d) Neufassung des zweiten und dritten Absatzes von Artikel 11: Sämtliche Aktien geben, unabhängig von ihrer Kategorie und ihrem Inventarwert, Recht auf eine Stimme. Die Aktionäre können sich in jeder Versammlung der Aktionäre von einer anderen Person vertreten lassen, die sich hierzu schriftlich oder durch Fernschreiben, Telegramm, Telex oder Telefax oder jedes andere elektronische Mittel, das geeignet ist, eine derartige Bevollmächtigung zu beweisen, bevollmächtigen. Aktionäre können bei jeder Versammlung der Aktionäre auch durch Videokonferenz oder jedes andere Telekommunikationsmittel teilnehmen, das ihre Identifikation erlaubt. Diese Mittel müssen den Aktionären eine effektive Beteiligung an der Versammlung der Aktionäre ermöglichen. Das Protokoll der Versammlung muss fortlaufend übertragen werden.

Sofern nicht anders vom Gesetz vorgeschrieben oder in der vorliegenden Satzung festgelegt, werden die Beschlüsse in den ordnungsgemäß einberufenen Versammlungen der Aktionäre mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst. Als abgegebene Stimmen gelten jedoch nicht Stimmen von auf der Versammlung vertretenen Aktien, die nicht an der Abstimmung teilgenommen oder sich enthalten haben oder für die ein leerer oder ungültiger Stimmzettel abgegeben wurde.

e) Neufassung der Absätze 5, 6, 8 und 9 des Artikels 14:

Auf dieses Einberufungsschreiben kann mittels Zustimmung aller Verwaltungsratsmitglieder per Schreiben, E-Mail, Telefax oder jedes andere Mittel, das geeignet ist, eine derartige Zustimmung zu beweisen, verzichtet werden. Individuelle Versammlungen, welche an Ort und Zeitpunkt wie in dem zuvor vom Verwaltungsrat festgelegten Kalender angegeben abgehalten werden, bedürfen keines gesonderten Einberufungsschreibens.

Jedes Verwaltungsratsmitglied ist berechtigt, sich in den Verwaltungsratssitzungen durch ein anderes Verwaltungsratsmitglied vertreten zu lassen, sofern das andere Verwaltungsratsmitglied hierzu per Schreiben, E-Mail, Telefax oder jedes andere Mittel, das geeignet ist, eine derartige Bevollmächtigung zu beweisen, bevollmächtigt wird. Ein Verwaltungsratsmitglied kann bei jeder Verwaltungsratssitzung auch durch Videokonferenz oder jedes andere Telekommunikationsmittel teilnehmen, das seine Identifikation erlaubt. Diese Mittel müssen dem Verwaltungsratsmitglied eine effektive Beteiligung an der Verwaltungsratssitzung ermöglichen. Das Protokoll der Sitzung muss fortlaufend übertragen werden.

[...]

Der Verwaltungsrat kann nur rechtsgültig beschließen oder handeln, wenn wenigstens die Hälfte seiner Mitglieder in der Verwaltungsratssitzung anwesend oder vertreten ist.

Beschlüsse werden mit Stimmenmehrheit der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder getroffen. Im Falle einer Stimmgleichheit, sei es für oder gegen eine vom Verwaltungsrat zu treffende Bestimmung, entscheidet die Stimme des Verwaltungsratsvorsitzenden oder im Falle seiner Abwesenheit, die seines Stellvertreters. Im Falle der Abwesenheit des Vorsitzenden und seines Stellvertreters, entscheidet die Stimme des vorläufigen Vorsitzenden.

f) Neufassung der Abschnitte b) und d) des Artikels 16 sowie der letzten beiden Absätze von Artikel 16:

b) Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten, die auf einem anderen Markt, der anerkannt, geregelt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union gehandelt werden; [...]

d) Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten aus Neuemissionen, sofern die Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten, die Zulassung zur Notierung bzw. zum Handel an einer oben erwähnten Wertpapierbörse bzw. an einem oben erwähnten geregelten Markt zu beantragen und diese Zulassung innerhalb eines Jahres nach der Emission erfolgt;

[...]

Der Verwaltungsrat kann ferner beschließen, Aktienkategorien auszugeben, deren Vermögenswerte die Zusammensetzung eines Aktien- oder Obligationenindex nachbilden, sofern die Zusammensetzung des Index hinreichend diversifiziert ist, der Index eine adäquate Bezugsgrundlage für den Markt, auf den er sich bezieht, darstellt, der Index in angemessener Weise veröffentlicht wird und von der luxemburgischen Aufsichtsbehörde anerkannt wird.

Die Gesellschaft wird grundsätzlich nicht mehr als 10% der Nettovermögenswerte einer Aktienkategorie in Organisationen für gemeinsame Anlagen gemäß Artikel 41 (1) (e) des Gesetzes anlegen, der Verwaltungsrat kann jedoch für alle oder einzelne Aktienkategorien höhere Grenzwerte festlegen.

g) Austausch der Wörter „sofern“ durch „wobei“ und „erhalten“ durch „halten“ im viertletzten Absatz des Artikels 16.

h) Löschung des Verweises auf Raiffeisen Schweiz (Luxemburg) Fonds Advisory S.A. in Artikel 17

i) Neufassung des zweiten Absatzes des Artikels 21:

Jeder Aktionär kann den Rückkauf aller oder eines Teils seiner Aktien durch die Gesellschaft beantragen. Rücknahmeanträge werden jeweils zum darauffolgenden Bewertungsstichtag (wie in Artikel 22 näher beschrieben) abgerechnet, sofern der Rücknahmeantrag innerhalb der vom Verwaltungsrat festgelegten Frist eingeht, ansonsten zum übernächsten Bewertungsstichtag. Der Rückkaufpreis wird spätestens sieben Bankgeschäftstage, nach dem jeweiligen Bewertungsstichtag ausgezahlt. Der Rückkaufpreis entspricht dem gemäß den Bestimmungen von Artikel 23 der vorliegenden Satzung festgelegten Inventarwert der Aktien der betreffenden Kategorie, minus der vom Verwaltungsrat bestimmten Rückkaufkosten und minus der Summe, die der Verwaltungsrat als angebrachte Provision für Steuern und Kosten (inklusive Stempel und anderen Steuern, Taxen und behördliche Kosten, Maklerkosten, Bankkosten, Überweisungskosten, Eintragungs- und Zertifikatskosten und anderen ähnlichen Kosten) ("Handelskosten"), welche anfallen würden, wenn das sich im Besitz der Gesellschaft befindliche Vermögen verkauft werden müßte zu den in einer Schätzung angenommenen Preisen, unter der zusätzlichen Berücksichtigung aller anderen Faktoren, welche nach Meinung des Verwaltungsrats, der vorsichtig und gutgläubig handelt, berücksichtigt werden müßten; dieser Preis wird dann zu Gunsten der Gesellschaft abgerundet zur nächsten ganzen Einheit der Währung in der die bezügliche Kategorie berechnet wird.

j) Einfügen der folgenden Absätze nach dem neugefassten Absatz 2 des Artikels 21:

Die Auszahlung des Rückkaufpreises kann in den folgenden Fällen für einen im Verkaufsprospekt näher zu bestimmenden Zeitraum zur Gänze ausgesetzt werden:

a) wenn auf Grund der besonderen Gegebenheiten eines oder mehrerer Märkte, auf denen ein wesentlicher Teil der Anlagen einer Aktienkategorie investiert ist, Anlagepositionen kurzfristig nicht zu ihrem tatsächlichen Wert veräußert werden können.

b) die Rücknahmeanträge eine Aktienkategorie betreffen, welche im Einklang mit ihrer Anlagepolitik sensitive Anlagepositionen hält, wie bspw. Aktien von Unternehmen im "Small-Cap-Bereich", die im Interesse der Aktionäre ohne Wertverlust für das Nettovermögen der Aktienkategorie nicht sofort veräußert werden können;

c) die Rücknahmeanträge eine Aktienkategorie betreffen, welche im Einklang mit ihrer Anlagepolitik größere Positionen in Anlagen hält, welche in verschiedenen Zeitzonen und verschiedenen Währungen oder welche in Währungen, deren Handelbarkeit eingeschränkt sein kann gehandelt werden;

Der Verwaltungsrat wird die Entscheidung zur verzögerten Auszahlung des Rückkaufpreises in den oben genannten Fällen unter Berücksichtigung der Interessen aller Aktionäre an dieser Aktienkategorie treffen. Die Rückkehr zur normalen Auszahlungspolitik wird schrittweise erfolgen, um zu gewährleisten, dass die Auszahlung die chronologische Reihenfolge der Rücknahme widerspiegelt.

Auf Anfrage des betreffenden Aktionärs und unter der Verantwortung des Verwaltungsrats können Naturalrücknahmen ausgeführt werden. Dem Verwaltungsrat steht es frei, solche Naturalrücknahmen abzulehnen und eine Barauszahlung des Rücknahmegeldes in der Währung des betreffenden Teilfonds oder der betreffenden Aktienklasse vorzunehmen. Wenn Aktionäre eine Naturalrücknahme anfragen und der Verwaltungsrat sein Einverständnis hierzu erklärt, erhält der betreffende Aktionär, soweit dies möglich ist, eine repräsentative Auswahl des jeweiligen Teilfondsvermögens in Vermögenswerten und Bargeld, welche der Anzahl der zurückgenommenen Aktien entspricht. Der Verwaltungsrat wird in diesem Rahmen dem Erfordernis der Gleichbehandlung sämtlicher Aktionäre Rechnung tragen. Der Wert der Naturalrücknahme wird durch den Wirtschaftsprüfer, im Einklang mit dem luxemburgischen Gesetz, bestätigt. Sämtliche im Zusammenhang mit Naturalrücknahmen entstehenden Kosten (dies beinhaltet auch die Kosten und Gebühren des Wirtschaftsprüfers) werden durch den betroffenen Aktionär getragen.

k) Austausch der Wörter „Im Falle wo ein Rückkauf oder“ durch „Sofern ein Rückkauf,“ im fünftletzten Absatz des Artikels 21 und Neufassung des Artikels 21 vom viertletzten bis zum vorletzten Absatz jeweils einschließlich:

Falls Rückkaufsanträge für Aktien in einer Kategorie, die an einem Bewertungsstichtag auszuführen wären mehr als 5% des Nettovermögens dieser Aktienkategorie ausmachen, kann die Gesellschaft im Interesse der Aktionäre beschließen, die jeweiligen Rücknahmeanträge anteilig zum entsprechenden Bewertungsstichtag nur insoweit auszuführen, dass nicht mehr als 5% des Nettovermögenswertes der jeweiligen Aktienkategorie am Bewertungsstichtag betroffen sind.

Soweit Rücknahmeanträge eines Bewertungsstichtages aufgrund dieser Beschränkung nicht vollständig ausgeführt worden sind, wird der nicht ausgeführte Teil wie ein Rücknahmeantrag des nächsten Bewertungsstichtages behandelt. Ein

solcher Rücknahmeantrag wird gegenüber Rücknahmeanträgen, die erst zu diesem zweiten Bewertungsstichtag gestellt worden sind, vorrangig behandelt.

Der Verwaltungsrat kann beschließen, auch auf den folgenden Bewertungsstichtagen die 5% Beschränkung anzuwenden.

l) Neufassung der Absätze a) bis d) jeweils einschließlich des Artikels 22:

a) Wenn eine oder mehrere Börsen oder andere Märkte, die für einen wesentlichen Teil des Gesamtnettvermögens einer bestimmten Kategorie die Bewertungsgrundlage darstellen, außerhalb der üblichen Feiertage geschlossen sind oder der Handel ausgesetzt wird oder wenn diese Börsen und Märkte Einschränkungen oder kurzfristig beträchtlichen Kursschwankungen unterworfen sind;

b) im Falle einer Notlage, infolge welcher sich die Verfügbarkeit oder die Bestimmung der auf eine solche Anlagenkategorie bezogenen Bewertung der Vermögenswerte der Aktienkategorie als unmöglich erweist; oder

c) im Falle des Ausfalls der normalerweise bei der Bestimmung des Preises oder des Wertes der auf eine bestimmte Anlagenkategorie bezogenen Anlagen oder der für die dann gültigen Preise oder Werte an einer Wertpapierbörse angewandten Kommunikationsmittel; oder

d) während jeder Periode, in welcher die Gesellschaft die Rückführung der Gelder zwecks Zahlung des Rückkaufspreises solcher Aktien einer bestimmten Anteilskategorie nicht durchführen kann oder während welcher jede Übertragung von Geldern für die Realisierung oder den Erwerb von Anlagen oder für die Zahlung des Rückkaufspreises dieser Aktien nach Meinung des Verwaltungsrats nicht zu üblichen Wechselkursen erfolgen kann.

m) Neufassung des Einleitungssatzes zu Artikel 23 A. und Neufassung der Absätze A. c) bis f) jeweils einschließlich des Artikels 23:

A. Als Vermögenswerte der Gesellschaft gelten:

[...]

c) sämtliche Obligationen, Nachsichtwechsel, Anteile/Aktien an Organismen für gemeinsame Anlagen, Aktien, Beteiligungsrechte, Anleihen, Bezugsrechte, Wandel- und Schuldverschreibungen, Optionsscheine, Optionen, Geldmarktinstrumente und sonstige Anlagen und Wertpapiere, welche sich im Besitz der Gesellschaft befinden oder für ihre Rechnung gekauft worden sind;

d) sämtliche der Gesellschaft geschuldeten Aktien, Stockdividenden, Bardividenden und Barausschüttungen (wobei, die Gesellschaft Berichtigungen im Hinblick auf die durch den Handel mit Ex-Dividenden und Ex-Bezugsrechten oder durch ähnliche Praktiken verursachten Schwankungen des Marktwertes der Wertpapiere vornehmen kann);

e) sämtliche auf den von der Gesellschaft gehaltenen verzinslichen Wertpapieren aufgelaufene Zinsen, außer wenn diese Zinsen im Nennwert des entsprechenden Wertpapiers inbegriffen oder berücksichtigt sind;

f) die Gründungskosten der Gesellschaft, sofern diese nicht abgeschrieben wurden;

n) Neufassung der Absätze A.2), 5) und 7) des Artikels 23:

2) Der Wert, sämtlicher an der Börse notierten oder gehandelten Wertpapiere und/oder derivativen Finanzinstrumente basiert auf dem letzten Kurs am Tage vor dem Bewertungsstichtag, mit der Ausnahme von ostasiatischen Wertpapieren und/oder derivativen Finanzinstrumenten, deren Wert sich in Anwendung der Bestimmungen des nachfolgenden Abschnitts nach dem zuletzt bekannten Kurs zum Zeitpunkt der Bewertung am Bewertungsstichtag bemisst.

[...]

5) Der Wert der Anteile oder Aktien an Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren oder anderen Organismen für gemeinsame Anlagen basiert auf dem letzten verfügbaren Nettovermögenswert.

[...]

7) In Fällen, in denen die Interessen der Gesellschaft oder ihrer Aktionäre es rechtfertigen (z.B. zur Vermeidung von Market Timing), kann der Verwaltungsrat angemessene Maßnahmen, wie z.B. die Anwendung des Fair Value-Ansatzes, durchführen, um den Wert der Vermögenswerte der Gesellschaft wie in den Verkaufsdokumenten der Gesellschaft näher beschrieben, anzupassen.

o) Ersetzen der Worte "dem Kapital" durch "das Fondskapital" in Abschnitt B. d) des Artikels 23, Neufassung des Abschnitts B. des Artikels 23 bis B. b) einschließlich sowie Neufassung der Abschnitte D. und E. bis E. b) einschließlich und E. d) des Artikels 23:

B. Als Verbindlichkeiten der Gesellschaft gelten:

a) sämtliche Darlehen, Wechselverbindlichkeiten und Verpflichtungen;

b) sämtliche aufgelaufenen oder zahlbaren Verwaltungsauslagen (einschließlich der Fondsverwaltungsgebühr, der Depotbankgebühren und der Gebühren des Administrators);

[...]

D. Falls Ausschüttungsaktien und Thesaurierungsaktien in einer Kategorie ausgegeben werden, wird der Nettovermögenswert pro Aktie jeder Aktienklasse der betreffenden Kategorie berechnet, indem der auf den betreffenden Teilfonds entfallende Nettovermögenswert, welcher der betreffenden Aktienklasse zuzurechnen ist, durch die Gesamtheit der im Umlauf befindlichen Aktien der jeweiligen Aktienklasse geteilt wird. Der Prozentsatz des gesamten Nettovermögenswertes der betreffenden Kategorie, welcher den jeweiligen Aktienklassen zuzurechnen ist und der urs-

prünglich dem Prozentsatz der Gesamtzahl der Aktien entsprach, die eine solche Aktienklasse darstellen, verändert sich infolge von Dividenden oder anderen Ausschüttungen bezüglich der Ausschüttungsaktien sowie der Ausgaben und Rücknahmen von Aktien folgendermaßen:

1) jedes Mal, wenn eine Ausschüttung auf Ausschüttungsaktien vorgenommen wird, wird der gesamte Nettovermögenswert, der dieser Aktienklasse zuzuschreiben ist, um den Betrag der Ausschüttung gekürzt (was eine Minderung des Prozentsatzes der gesamten Nettovermögenswerte der entsprechenden Aktienkategorie, welcher den Ausschüttungsaktien zuzurechnen ist, zur Folge hat), während die gesamten Nettovermögenswerte, die den Thesaurierungsaktien zuzuschreiben sind, unverändert bleiben (was eine Erhöhung des Prozentsatzes der gesamten Nettovermögenswerte der betreffenden Aktienkategorie, welcher den Thesaurierungsaktien zuzurechnen ist, zur Folge hat);

2) jedes Mal, wenn eine Erhöhung des Kapitals der entsprechenden Aktienkategorie als Folge der Ausgabe von neuen Aktien einer Aktienklasse stattfindet, werden die gesamten Nettovermögenswerte, die der entsprechenden Aktienklasse zuzuschreiben sind, um den Betrag, der aus dieser Ausgabe erhalten wurde, erhöht;

3) bei Rücknahme durch die entsprechende Aktienkategorie von Aktien einer Aktienklasse werden die gesamten Nettovermögenswerte, die der entsprechenden Aktienklasse zuzuschreiben sind, um den Rücknahmepreis dieser Aktien vermindert;

4) bei der Umwandlung von Aktien einer Aktienklasse in eine andere Aktienklasse werden die gesamten Nettovermögenswerte, die dieser Aktienklasse zuzuschreiben sind, um den Nettovermögenswert der umgewandelten Aktien vermindert, und der Gesamtnettovermögenswert, der der entsprechenden Aktienklasse zuzuschreiben ist, wird um diesen Betrag erhöht.

E. Zu diesem Zwecke:

a) gelten die gemäß Artikel 21 der vorliegenden Satzung zurückzunehmenden Aktien der Gesellschaft bis unmittelbar nach Geschäftsabschluss am entsprechenden Bewertungsstichtag als bestehend und werden als solche berücksichtigt; ab diesem Zeitpunkt und bis zur Zahlung gilt der Preis als Verbindlichkeit der Gesellschaft;

b) gelten die infolge von eingegangenen Zeichnungsanträgen auszugebenden Aktien der Gesellschaft, unverzüglich nach Geschäftsabschluss an dem Bewertungsstichtag an dem der Ausgabepreis errechnet wurde, als bestehend, und dieser Preis wird, bis er von der Gesellschaft erhalten worden ist, als Forderung der Gesellschaft angesehen;

[...]

d) werden an den jeweiligen Bewertungsstichtagen die von der Gesellschaft an diesem Bewertungsstichtag abgeschlossenen Käufe oder Verkäufe von Wertpapieren - soweit durchführbar - berücksichtigt.

p) Neufassung des ersten und des letzten Satzes des Artikels 24:

Wenn immer die Gesellschaft Aktien zur Zeichnung anbietet, so entspricht der Preis pro Aktie, zu welchem diese Aktien angeboten und verkauft werden, dem vorbezeichneten Inventarwert für die entsprechende Aktienkategorie, zusätzlich einer vom Verwaltungsrat festgelegten Gebühr für Steuern und Kosten (inklusive Stempel und andere Steuern, Taxen, behördliche Kosten, Maklerkosten, Bankkosten, Überweisungskosten, Eintragungs- und Zertifikatskosten und andere ähnliche Kosten) ("Handelskosten"), welche anfallen würden, wenn das sich im Besitz der Gesellschaft befindliche Vermögen gekauft werden müßte zu den in einer Schätzung angenommenen Preisen, und unter der zusätzlichen Berücksichtigung aller anderen Faktoren, die nach Meinung des Verwaltungsrates berücksichtigt werden müssen, zuzüglich der in den Verkaufsdokumenten festgelegten Verkaufsgebühren.

[...]

Die Zahlung des Ausgabepreises muss während der jeweiligen Erstzeichnungsfrist einer Aktienkategorie / Aktienklasse innerhalb von sieben Bankgeschäftstagen nach dem Lancierungsdatum der Aktienkategorie / Aktienklasse bei der Gesellschaft eingehen. Für Zeichnungen, die nach Ablauf der Erstzeichnungsfrist erfolgen, muss die jeweilige Zahlung ebenfalls innerhalb von sieben Bankgeschäftstagen nach dem entsprechenden Bewertungsstichtag bei der Gesellschaft eingehen. Der Verwaltungsrat kann beschließen, diese Frist zu verkürzen.

q) Streichung der folgenden Satzbestandteile am Ende des ersten Absatzes von Artikel 28: „für einen Zeitraum von sechs Monaten nach Abschluss der Liquidation bei der Depotbank hinterlegt. Nach diesem Zeitraum werden die Vermögenswerte“;

r) Einfügen eines neuen Absatzes 2 in Artikel 28:

Die vorgenannten Bestimmungen finden auf Aktienklassen entsprechende Anwendung.

s) Neufassung der drei ersten Sätze des bisherigen Absatzes zwei und neuen Absatzes drei von Artikel 28:

Unter den selben Umständen wie im vorhergehenden Abschnitt angeführt, kann der Verwaltungsrat entscheiden eine Aktienkategorie oder -klasse durch Einbringen in eine andere Aktienkategorie oder -klasse aufzulösen. Außerdem kann ein solcher Zusammenschluß durch den Verwaltungsrat entschieden werden, wenn das Interesse der Aktionäre der betreffenden Kategorien/Aktienklassen dies verlangt. Diese Entscheidung wird, wie im vorhergehenden Abschnitt vorgesehen, veröffentlicht und die Veröffentlichung wird außerdem Informationen über die neue Aktienkategorie/Aktienklassen beinhalten.

t) Ersetzen des Wortes „entschlossen“ durch „beschlossen“ im vorletzten Absatz des Artikels 28 und Ersetzen der Worte „Luxemburger OGAW“ durch „luxemburgischen Organismus für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren“ im letzten Absatz von Artikel 28.

u) Neufassung des ersten Satzes von Artikel 29:

Die vorliegende Satzung kann von einer Versammlung der Aktionäre, die nach den luxemburgischen Gesetzen ordentlich, was die Beschlussfähigkeit und die Stimmabgabe betrifft, einberufen ist, abgeändert werden.

v) Allgemeine Änderung der Artikel 6, 7, 8, 12, 14, 17, 19, 23, 25, 26 und 28 um Rechtschreib-, Grammatik- und Formfehler zu beheben.

Mangels weiterer Tagesordnungspunkte wurde die Hauptversammlung beendet.

Worüber Urkunde aufgenommen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, dem beurkundenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, haben die Erschienenen mit dem Verwaltungsvorstand und dem beurkundenden Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: M. HERMANN-COUTURIER, C. KONIETZKO, G. PIRSCH und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 12 février 2010. Relation: LAC/2010/6863. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).
Le Receveur (signé): F. SANDT.

FÜR GLEICHLAUTENDE KOPIE, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations erteilt.

Luxemburg, den 23. Februar 2010.

H. HELLINCKX.

Référence de publication: 2010021013/517.

(100028018) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 février 2010.

ProLogis France XVI S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 72.783.

à ajouter: Suite à un contrat daté du 18 décembre 2009 quatre cents quatre-vingt-dix-neuf (499) parts sociales détenues dans la Société par son actionnaire unique, c.-à-d., ProLogis European Finance II Sàrl ont été transférées à ProLogis European Finance XIX Sàrl, ayant son siège social à L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté. Cette cession des parts sociales a été approuvée au nom et pour compte de la Société par un de ses gérants.

à ajouter: Suite à un contrat daté du 18 décembre 2009 une (1) part sociale détenue dans la Société par son actionnaire unique, c.-à-d., ProLogis European Holdings II Sàrl a été transférée à ProLogis European Holdings XIX Sàrl, ayant son siège social à L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté. Cette cession de part sociale a été approuvée au nom et pour compte de la Société par un de ses gérants.

A faire paraître dans l'Extrait:

Répartitions des parts sociales:

ProLogis European Holdings XIX Sarl	1 part
ProLogis European Finance XIX Sarl	499 parts
Total	500 parts sociales

Le 18 décembre 2009.

ProLogis Directorship Sàrl

Gérant

Représentée par Gareth Gregory

Gérant

Référence de publication: 2010019575/26.

(100013905) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2010.

Black & Decker Luxembourg Finance, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 113.377.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société en date du 18 janvier 2010 (l'Assemblée)

Il résulte des résolutions prises par l'Assemblée ce qui suit:

- Les mandats de Neil Mouatt, Charles Kronsberg et Elizabeth Dolce comme membres du conseil de surveillance de la Société ont été renouvelés pour une durée prenant fin lors de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société qui approuvera les comptes annuels clos au 31 décembre 2009.

- Le mandat de Ernst & Young S.A. en tant que commissaire aux comptes de la Société est renouvelé pour une durée prenant fin lors de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société qui approuvera les comptes annuels clos au 31 décembre 2009.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

BLACK & DECKER LUXEMBOURG FINANCE

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2010019578/20.

(100013785) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2010.

Luminant Investments S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 544.536,26.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 57.698.

L'adresse professionnelle de l'associé unique suivant de la Société a changé:

- Madame Barbara Mc Gauran-Boreel, associé unique, réside désormais au 2 White Lion Gate, Cobham, Surrey, KT11 1AQ, Royaume-Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luminant Investments S.à r.l.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Gérant

Signatures

Référence de publication: 2010019577/16.

(100013895) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2010.

Garmond S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 62.275.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue de manière extraordinaire le 31 décembre 2009

Résolutions

Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes venant à échéance, l'assemblée décide de les réélire pour la période expirant à l'assemblée générale statuant sur l'exercice 2011 comme suit:

Conseil d'administration:

MM. Luca Checchinato, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg 19-21, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, administrateur et président;

Marco Gostoli, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg 19-21, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, administrateur.

Sébastien Schaack, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg 19-21, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, administrateur;

Commissaire aux comptes:

ComCo S.A., 11-13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

Pour extrait conforme

Société Européenne de Banque

Société Anonyme

Banque domiciliataire

Signatures

Référence de publication: 2010019579/25.

(100014291) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2010.

1000.lu S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6661 Born, 23, Hauptstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 151.373.

—
STATUTEN

Im Jahre zwei tausend zehn.

Den fünften Februar.

Vor dem unterzeichneten Henri BECK, Notar mit dem Amtssitze in Echternach (Grossherzogtum Luxemburg).

Ist erschienen:

Frau Marzena MIROCHA, Mediengestalterin, ledig, wohnhaft in L-6661 Born, 23, Hauptstrooss.

Welche Komparentin den handelnden Notar ersuchte die Satzungen einer zu gründenden Aktiengesellschaft wie folgt zu beurkunden:

I. - Firma, Sitz, Zweck, Dauer und Kapital**Art. 1.** Es wird andurch eine Aktiengesellschaft gegründet.

Die Gesellschaft führt die Bezeichnung 1000.lu S.A.

Art. 2. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Born.**Art. 3.** Die Gesellschaft hat zum Zweck das Betreiben einer Werbeagentur sowie der Verkauf von Mediendienleistungen.

Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten ausführen die sich direkt oder indirekt auf den Gesellschaftszweck beziehen oder denselben fördern.

Art. 4. Die Dauer der Gesellschaft ist unbeschränkt und beginnt am Tage der Gründung.

Eine vorzeitige Auflösung der Gesellschaft kann unter Beachtung der für Satzungsänderungen vorgesehenen gesetzlichen Bestimmungen, durch Beschluss einer aussergewöhnlichen Generalversammlung der Aktionäre respektive durch Beschluss des alleinigen Anteilhabers erfolgen.

Art. 5. Das Gesellschaftskapital beträgt EINUNDDREISSIG TAUSEND EURO (€ 31.000.-) und ist aufgeteilt in ein hundert (100) Aktien mit einem Nennwert von je DREI HUNDERT ZEHN EURO (€ 310.-).

Die Aktien lauten auf den Namen oder den Inhaber, nach Wahl der Aktionäre oder des alleinigen Anteilhabers, mit Ausnahme der Aktien für welche das Gesetz die Form von Namensaktien vorschreibt.

An Stelle von Einzelaktien können Zertifikate über eine Mehrzahl von Aktien ausgestellt werden, nach Wahl der Aktionäre oder des alleinigen Anteilhabers.

Im Falle einer Kapitalerhöhung werden die neuen Aktien mit denselben Rechten ausgestattet sein wie die bestehenden Aktien.

Art. 6. Das Grundkapital kann durch Beschluss einer aussergewöhnlichen Generalversammlung der Aktionäre oder des alleinigen Anteilhabers erhöht oder herabgesetzt werden. Dieser Beschluss muss den für Satzungsänderungen vorgeschriebenen gesetzlichen Formen und Voraussetzungen genügen.**II. - Verwaltung und Aufsicht****Art. 7.** Im Falle eines alleinigen Anteilhabers oder für den Fall wo bei einer Generalversammlung der Aktionäre festgestellt wird dass nur ein einziger Anteilhaber alle Aktien hält, kann die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder auf ein Mitglied herabgesetzt werden, bis zur ersten ordentlichen Generalversammlung, nach der Feststellung dass die Gesellschaft mehrere Aktionäre hat.

Die Verwaltungsratsmitglieder oder der alleinige Verwalter werden von der Generalversammlung der Aktionäre beziehungsweise durch den alleinigen Anteilhaber ernannt.

Im Falle von mehreren Aktionären wird die Gesellschaft durch einen Verwaltungsrat von mindestens drei Mitgliedern verwaltet, welche nicht Aktionäre zu sein brauchen. Die Generalversammlung bezeichnet die Verwaltungsratsmitglieder und bestimmt deren Zahl. Die Verwaltungsratsmitglieder sind berechtigt die vorläufige Besetzung eines vakanten Sitzes im Verwaltungsrat vorzunehmen; die nächstfolgende Generalversammlung bestellt dann endgültig das neue Verwaltungsratsmitglied.

Die Amtsdauer des Verwaltungsrates oder des alleinigen Verwalters beträgt höchstens sechs (6) Jahre.

Das oder die Verwaltungsratsmitglieder sind wiederwählbar und jederzeit abrufbar.

Art. 8. Im Falle von mehreren Verwaltungsratsmitgliedern, bezeichnet der Verwaltungsrat aus seiner Mitte einen Vorsitzenden. Der Verwaltungsrat wird durch den Vorsitzenden oder im Falle dessen Verhinderung, durch zwei Mitglieder einberufen.

Die Gültigkeit der Beratungen und Beschlüsse des Verwaltungsrates ist bei Anwesenheit der Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder gegeben. Die Vertretung ist nur zulässig unter Verwaltungsratsmitgliedern.

In Dringlichkeitsfällen sind die Verwaltungsratsmitglieder befugt, brieflich oder auch durch elektronische Übermittlung zur Tagesordnung abzustimmen.

Die Beschlüsse werden mit Stimmenmehrheit gefasst; bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

Art. 9. Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden in Protokollen festgehalten, welche in einem Spezialregister eingetragen werden, und werden durch wenigstens ein Verwaltungsratsmitglied unterzeichnet.

Abschriften und Auszüge dieser Protokolle welche vor Gericht oder anderswo zur Verwendung kommen, werden von dem Vorsitzenden oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder durch den alleinigen Verwalter beglaubigt.

Art. 10. Der Verwaltungsrat respektive der alleinige Verwalter haben die weitestgehenden Befugnisse zur Geschäftsführung und treffen alle ihnen zur Erfüllung des Gesellschaftszweckes notwendig erscheinenden Verfügungen und Verwaltungsmassnahmen.

Ihre Zuständigkeit ist nur beschränkt durch die der Generalversammlung gemäss Gesetz und laut den gegenwärtigen Statuten vorbehaltene Beschlüsse.

Art. 11. Die tägliche Geschäftsführung sowie die Vertretung der Gesellschaft hinsichtlich dieser täglichen Geschäftsführung, kann Verwaltungsratsmitgliedern, Direktoren, Verwaltern oder anderen Angestellten ob Aktionäre oder nicht, vom Verwaltungsrate oder von dem alleinigen Verwalter übertragen werden, welche deren Befugnisse festlegt. Erfolgt die Übertragung an ein Verwaltungsratsmitglied, so bedarf es der vorherigen namhaften Ermächtigung durch die Generalversammlung.

Es steht dem Verwaltungsrat oder dem alleinigen Verwalter zu Spezialvollmachten für Rechtsgeschäfte zu erteilen zu denen sie selbst befugt sind.

Dritten gegenüber wird die Gesellschaft wie folgt verpflichtet:

- Im Falle eines alleinigen Verwalters unter allen Umständen durch seine alleinige Unterschrift.
- Im Falle von mehreren Verwaltungsratsmitgliedern durch die gemeinsamen Unterschriften von zwei Verwaltungsratsmitgliedern
- oder durch die alleinige Unterschrift des delegierten Verwaltungsratsmitgliedes oder Verwalter, handelnd im Rahmen der täglichen Geschäftsführung.

Spezialbevollmächtigte verpflichten die Gesellschaft Dritten gegenüber im Umfange des ihnen erteilten Mandats.

Im Geschäftsverkehr mit öffentlichen Verwaltungen wird die Gesellschaft durch den alleinigen Verwalter respektive durch ein beliebiges Verwaltungsratsmitglied rechtsgültig vertreten.

Die Gesellschaft wird gerichtlich sei es als Klägerin oder Beklagte, durch den alleinigen Verwalter oder durch den Verwaltungsrat auf Betreiben des Präsidenten oder des delegierten Verwaltungsratsmitgliedes vertreten.

Art. 12. Die Aufsicht der Gesellschaft obliegt einem oder mehreren Kommissaren, deren Zahl durch die Generalversammlung oder durch den alleinigen Anteilhaber, die ihre Ernennung vornimmt, festgelegt wird.

Auch Nicht-Gesellschafter können zu Kommissaren ernannt werden. Die Amtsdauer der Kommissare beträgt höchstens sechs Jahre. Sie können jedoch wiedergewählt werden und sind jederzeit abrufbar.

Die ihm zustehende Befugnisse ergeben sich aus Artikel 62 des Gesetzes vom 10. August 1915.

III. - Generalversammlung

Art. 13. Im Falle eines alleinigen Anteilhabers übernimmt dieser sämtliche Befugnisse die durch das Gesetz der Versammlung der Aktionäre verliehen sind. Seine Beschlüsse werden schriftlich festgehalten.

Im Falle von mehreren Aktionären vertritt jede rechtsgültige einberufene und zusammengesetzte Generalversammlung die Gesamtheit der Aktionäre; dieselbe ist weitgehendst befugt, sämtliche die Gesellschaft betreffenden Rechtshandlungen und Rechtsgeschäfte zu tätigen und gutzuheissen.

Art. 14. Die ordentliche Generalversammlung findet alljährlich am zweiten Freitag des Monats Juni um 11.00 Uhr statt am Sitz der Gesellschaft oder an dem in der Einberufung angegebenen Ort.

Sollte dieses Datum auf einen Feiertag fallen, so wird die Versammlung auf den nächstfolgenden Werktag verlegt.

Jede einzelne Aktie gewährt eine Stimme. Im Falle von mehreren Aktionären, kann jeder Aktionär sich in der Generalversammlung durch einen Bevollmächtigten vertreten lassen; soweit gesetzlich nichts anderes bestimmt ist, fasst die Generalversammlung ihre Beschlüsse mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen.

Im Falle von mehreren Aktionären kann der Verwaltungsrat alle anderen, durch die Aktionäre zu vollbringenden Bedingungen, um an der Generalversammlung der Aktionäre teilzunehmen, bestimmen.

Eine ausserordentliche Generalversammlung kann durch den Verwaltungsrat beziehungsweise durch den alleinigen Verwalter oder durch den oder die Kommissare einberufen werden. Auf schriftliche Anfrage der Aktionäre, welche zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapital vertreten, muss sie einberufen werden.

Art. 15. Im Falle von mehreren Aktionären und falls sämtliche Aktionäre das Gesamtkapital vertreten, können Generalversammlungen auch ohne vorherige Einberufungen stattfinden.

IV. - Geschäftsjahr und Gewinnverteilung

Art. 16. Das Geschäftsjahr beginnt alljährlich am ersten Januar und endet am einunddreissigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 17. Fünf Prozent des Reingewinns fließen solange dem Reservefonds zu, bis dieser zehn Prozent des Gesellschaftskapitals erreicht hat.

Darüber hinaus verfügt die Generalversammlung über den Saldo nach Gutdünken.

Die etwa auszuschüttende Dividende gelangt an den, vom Verwaltungsrat oder dem alleinigen Verwalter zu bestimmenden Orten und Zeitpunkten zur Auszahlung.

V. - Auflösung, Liquidation, Beglaubigung und Kosten

Art. 18. Die Generalversammlung oder der alleinige Anteilhaber ist jederzeit befugt, die Auflösung der Gesellschaft zu beschliessen. Bei Auflösung der Gesellschaft sei es durch Ablauf der Vertragsdauer oder auch vorzeitig werden Liquidatoren ernannt; zu Liquidatoren können sowohl physische Personen als auch Gesellschaften ernannt werden;

Deren Bestellung und die Festlegung ihrer Bezüge erfolgt durch die Generalversammlung oder durch den alleinigen Anteilhaber.

Art. 19. Im Übrigen, besonders hinsichtlich der durch die gegenwärtigen Satzungen nicht erfassten Bestimmungen, unterliegt die Gesellschaft den gesetzlichen Bestimmungen, namentlich denjenigen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften und dessen Abänderungsgesetzen, namentlich die Abänderung durch das Gesetz vom 25. August 2006.

Art. 20. Der amtierende Notar erklärt ausdrücklich, dass die durch Artikel 26 des Gesetzes vom zehnten August eintausendneunhundertfünfzehn über die Handelsgesellschaften vorgeschriebenen Bedingungen erfüllt sind.

Übergangsbestimmungen

- 1) Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tage und endet am 31. Dezember 2010.
- 2) Die erste ordentliche Generalversammlung findet im Jahre 2011 statt.

Zeichnung und Einzahlung der Aktien

Nach erfolgter Festlegung der Satzung erklärt die alleinige Anteilhaberin die EIN HUNDERT (100) Aktien zu zeichnen.

Sämtliche Aktien wurden bis zum Belaufe von fünfundzwanzig Prozent (25%) in bar eingezahlt; machend den Betrag von SIEBEN TAUSEND SIEBEN HUNDERT FÜNFZIG EURO (€ 7.750.-), wie dies dem Notar ausdrücklich nachgewiesen wurde.

Die Aktien verbleiben Namensaktien bis zu ihrer gänzlichen Einzahlung.

Gründungskosten

Die der Gesellschaft obliegenden Gründungskosten irgendwelcher Art werden abgeschätzt auf ungefähr ein tausend drei hundert Euro (€ 1.300.-).

Ausserordentliche Generalversammlung

Alsdann nimmt die alleinige Anteilhaberin folgende Beschlüsse:

- 1.- Die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder und die Zahl der Kommissare wird auf jeweils einen festgesetzt.
- 2.- Zur alleinigen Verwalterin wird bestellt:
Frau Marzena MIROCHA, Mediengestalterin, wohnhaft in L-6661 Born, 23, Hauptstrooss,
welche die Gesellschaft unter allen Umständen durch ihre alleinige Unterschrift rechtsgültig vertreten und verpflichten kann.
- 3.- Zum Kommissar wird bestellt:
Herr Sven HERZOG, Datenverarbeitungskaufmann, wohnhaft in L-6661 Born, 23, Hauptstrooss.
- 4.- Die Mandate der alleinigen Verwalterin und des Kommissars enden bei Gelegenheit der jährlichen Generalversammlung des Jahres 2015.
- 5.- Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-6661 Born, 23, Hauptstrooss.

WORÜBER URKUNDE, aufgenommen in Echternach, in der Amtsstube des amtierenden Notars.

Am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komparentin, dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat dieselbe gegenwärtige Urkunde mit Uns Notar unterschrieben.

Gezeichnet: M. MIROCHA, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 5 février 2010. Relation: ECH/2010/163. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, auf Begehrt erteilt, zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, den 19. Februar 2010.

H. BECK.

Référence de publication: 2010021708/166.

(100026923) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2010.

cominvest All Seasons 2/2010, Fonds Commun de Placement.

Auflösung wegen Endfälligkeit

Am 28. Februar 2010 endet gemäß Artikel 27 des Verwaltungsreglements die Laufzeit des cominvest All Seasons 2/2010.

cominvest Asset Management S.A.

Référence de publication: 2010021836/267/8.

ProLogis France XXVI S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 78.276.

à ajouter: Suite à un contrat daté du 18 décembre 2009 quatre cents quatre-vingt-dix-neuf (499) parts sociales détenues dans la Société par son actionnaire unique, c.-à-d., ProLogis European Finance IV Sàrl ont été transférées à ProLogis European Finance XIX Sàrl, ayant son siège social à L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté. Cette cession des parts sociales a été approuvée au nom et pour compte de la Société par un de ses gérants.

à ajouter: Suite à un contrat daté du 18 décembre 2009 une (1) part sociale détenue dans la Société par son actionnaire unique, c.-à-d., ProLogis European Holdings IV Sàrl a été transférée à ProLogis European Holdings XIX Sàrl, ayant son siège social à L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté. Cette cession de part sociale a été approuvée au nom et pour compte de la Société par un de ses gérants.

A faire paraître dans l'Extrait:

Répartitions des parts sociales:

ProLogis European Holdings XIX Sàrl	1 part
ProLogis European Finance XIX Sàrl	499 parts
Total	500 parts sociales

Le 18 décembre 2009.

ProLogis Directorship Sàrl

Gérant

Représentée par Gareth Gregory

Gérant

Référence de publication: 2010019576/26.

(100013900) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2010.

Evest Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 2, Am Hock.

R.C.S. Luxembourg B 94.929.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wiltz, le 21 janvier 2010.

Pour la société

Anja HOLTZ

Le notaire

Référence de publication: 2010019490/13.

(100013942) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2010.

Valtro Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 81.983.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue de manière extraordinaire le 13 juillet 2009

Résolutions

Le mandat du commissaire aux comptes venant à échéance, l'assemblée décide de le réélire pour la période expirant à l'assemblée générale statuant sur l'exercice 2010 comme suit:

Commissaire aux comptes:

Fiduciaire MEVEA Sàrl, 4, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg.

Pour extrait conforme
Société Européenne de Banque
Société Anonyme
Banque Domiciliataire
Signatures

Référence de publication: 2010019580/18.

(100014283) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2010.

Dimpex S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 39.794.

—
Extrait des décisions prises lors de l'assemblée générale des actionnaires du 21 décembre 2009

1. M. Xavier SOULARD a démissionné de son mandat d'administrateur.

2. M. Jonathan LEPAGE, administrateur de sociétés, né le 27 août 1975 à Namur (Belgique), domicilié professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2015.

Luxembourg, le 21 janvier 2010.
Pour extrait sincère et conforme
Pour DIMPEX S.A.
Intertrust (Luxembourg) S.A.
Signatures

Référence de publication: 2010019581/17.

(100014243) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2010.

Spirus Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 150.191.

—
En date du 28 décembre 2009, la société anonyme ECOREAL SA. a cédé 250 parts sociales de la société à responsabilité limitée SPIRUS INVESTMENTS S.à r.l. à Monsieur David Julien Philippe HOLDER, président de société, né à Lille (France), le 27 février 1968, demeurant à CH-1224 Chêne-Bougeries (Suisse), 44, Chemin Grange Canal.

Situation après la cession:

Nom de l'actionnaire	Nombre de parts détenues
David Julien Philippe HOLDER	250
Total	250

Luxembourg, le 27 janvier 2010.
 Pour avis sincère et conforme
 Pour *SPIRUS INVESTMENTS S.à r.l.*
 Intertrust (Luxembourg) S.A.
 Signatures

Référence de publication: 2010019582/21.

(100014233) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2010.

Dynamic Investment Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 137.827.

Faisant suite à une résolution circulaire datée du 20 janvier 2010, les administrateurs ci-dessous ont démissionné de leur poste de membre du conseil d'administration de la SICAV avec effet au 31 décembre 2009:

Madame Amy Joy Satov

683 Grosvenor Avenue

H3Y 2T1 Montréal

CANADA

Monsieur Gert Rauterneberg

2-8, rue Charles de Gaulle

L-2014 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 janvier 2010.

Pour *State Street Bank Luxembourg S.A.*

Signature

Référence de publication: 2010019583/20.

(100013855) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2010.

PriFund Conseil S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 39.240.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire, tenue à Luxembourg, le 31 décembre 2009:

L'Assemblée Générale Ordinaire décide de nommer, pour une période d'un an prenant fin avec l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires qui se tiendra en 2010, les Administrateurs suivants:

- Mr. Sylvain Roditi, Administrateur et Président du Conseil d'Administration
- Mr. Alexandre Col, Administrateur et Vice-Président du Conseil d'Administration
- Mr. José-Luis de Melo de Vasconcelos e Sousa, Administrateur
- Mr. Alain Heck, Administrateur
- Mr. Geoffroy Linard de Guertechin, Administrateur
- Mr. Franck Sarrazin, Administrateur
- Mr. Daniel-Yves Trèves, Administrateur
- Mr. Pierre-Marie Valenne, Administrateur
- Mr. Guy Verhoustraeten, Administrateur

L'Assemblée Générale Ordinaire décide de nommer DELOITTE S.A., en qualité de Commissaire aux Comptes, pour une période d'un an prenant fin avec l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires qui se tiendra en 2010.

A l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire, le Conseil d'Administration est composé de:

Président du Conseil d'Administration

- Mr. Sylvain Roditi, Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., 18 rue de Hesse, CH-1204 Genève

Vice-Président du Conseil d'Administration

- Mr. Alexandre Col, Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., 18 rue de Hesse, CH-1204 Genève

Administrateurs

- Mr. Alain Heck, Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., 18 rue de Hesse, CH-1204 Genève

- Mr. Geoffroy Linard de Guertechin, Banque Privée Edmond de Rothschild Europe, 20 boulevard Emmanuel Servais L-2535 Luxembourg
- Mr. Franck Sarrazin, Banque Privée Edmond de Rothschild Europe, 20 boulevard Emmanuel Servais L-2535 Luxembourg
- Mr. José-Luis de Melo de Vasconcelos e Sousa, Banque Privée Edmond de Rothschild Europe, Sucursal Portuguesa, Rua D. Pedro V, 130 P-1250-095 Lisbonne
- Mr. Daniel-Yves Trèves, La Compagnie Benjamin de Rothschild S.A., 29 Route de Pré-Bois, CH-1215 Genève 15
- Mr. Pierre-Marie Valenne Banque Privée Edmond de Rothschild Europe, 20 boulevard Emmanuel Servais L-2535 Luxembourg
- Mr. Guy Verhoustraeten, Banque Privée Edmond de Rothschild Europe, 20 boulevard Emmanuel Servais L-2535 Luxembourg

Commissaire aux Comptes

DELOITTE S.A., ayant son siège social à L - 2220 Luxembourg, 560, rue de Neudorf
Enregistré à Luxembourg le ... volume ... Fol ... Case ... - Reçu ... Euros
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 janvier 2010.

Katie AGNES / Fabienne WALTZING
Mandataire Commercial / Mandataire Principal

Référence de publication: 2010019585/46.

(100014116) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2010.

Aircraft V.I.P. Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 595K, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 110.343.

—
EXTRAIT

Suite à une cession de parts dûment approuvées par les associés et intervenues le 1^{er} septembre 2009, le capital social fixé à 31.000,- (trente et un mille) Euros, représenté par 310 (trois cent dix) parts sociales, d'une valeur nominale de 100 (cent) Euros, entièrement souscrites et libérées, se répartit désormais comme suit:

Monsieur Luc FOURNIER	
Cent trois parts sociales	103
Monsieur Sylvain MARTINET	
Soixante quatorze parts sociales	74
Monsieur Guy LANDRY	
Cent quatre parts sociales	104
Monsieur Michel MERIAUX	
Vingt-neuf parts sociales	29
Total: Trois cent dix parts sociales	310

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 janvier 2010.

Pour AIRCRAFT V.I.P. SERVICES S.à r.l.
Sylvain MARTINET
Gérant

Référence de publication: 2010019587/25.

(100014023) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2010.

ProLogis UK LVII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 10.000,00.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 81.225.

à ajouter: Suite à un contrat daté du 18 décembre 2009 cinq cents (500) parts sociales détenues dans la Société par son actionnaire unique, c.-à-d., ProLogis European Finance IV Sàrl ont été transférées à ProLogis European Finance XIX Sàrl, ayant son siège social à L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté. Cette cession des parts sociales a été approuvée au nom et pour compte de la Société par un de ses gérants.

A faire paraître dans l'Extrait:

Répartitions des parts sociales:

ProLogis European Finance XIX Sarl	500 parts
Total	500 parts sociales

Le 18 décembre 2009.

ProLogis Directorship Sarl

Gérant

Représentée par Gareth Gregory

Gérant

Référence de publication: 2010019571/21.

(100013917) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2010.

ProLogis France XXXVIII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 86.123.

à ajouter: Suite à un contrat daté du 18 décembre 2009 quatre cents quatre-vingt-dix-neuf (499) parts sociales détenues dans la Société par son actionnaire unique, c.-à-d., ProLogis European Finance VI Sarl ont été transférées à ProLogis European Finance XIX Sarl, ayant son siège social à L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté. Cette cession des parts sociales a été approuvée au nom et pour compte de la Société par un de ses gérants.

à ajouter: Suite à un contrat daté du 18 décembre 2009 une (1) part sociale détenue dans la Société par son actionnaire unique, c.-à-d., ProLogis European Finance VI Sarl a été transférée à ProLogis European Holdings XIX Sarl, ayant son siège social à L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté. Cette cession de part sociale a été approuvée au nom et pour compte de la Société par un de ses gérants.

A faire paraître dans l'Extrait:

Répartitions des parts sociales:

ProLogis European Holdings XIX Sarl	1 part
ProLogis European Finance XIX Sarl	499 parts
Total	500 parts sociales

Le 18 décembre 2009.

ProLogis Directorship Sarl

Gérant

Représentée par Gareth Gregory

Gérant

Référence de publication: 2010019572/26.

(100013914) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2010.

MTM Capital Partners (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 150.880.

STATUTS

L'an deux mille neuf.

Le vingt-quatre décembre.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg).

A COMPARU:

La société UNIVERSAL STARS LLC, ayant son siège social à 1617 N. Main Street, Suite B, Sheridan, WY 82801 (U.S.A.), CID numéro 2003-00454411,

ici dûment représentée par Monsieur Alexandre TASKIRAN, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach,

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

La prédite procuration, signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

Laquelle comparante a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société qu'elle déclare constituer comme suit:

Art. 1^{er}. Il est constitué par les présentes entre le comparant et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées une société anonyme luxembourgeoise sous la dénomination de "MTM Capital Partners (Luxembourg) S.A."

Art. 2. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 3. Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social feraient obstacle à l'activité normale de la société à son siège ou seraient imminents, le siège social pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg et même à l'étranger, et ce jusqu'à la disparition desdits événements.

Art. 4. La Société a pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participation sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres, instruments financiers, obligations, bons du trésor, participations, actions, marques et brevets ou droits de propriété intellectuelle de toute origine, participer à la création, l'administration, la gestion, le développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres, marques, brevets ou droits de propriété intellectuelle, les réaliser par voie de vente, de cession d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires, marques, brevets et droits de propriété intellectuelle, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties et/ou aux sociétés affiliées et/ou sociétés appartenant à son Groupe de sociétés, le Groupe étant défini comme le groupe de sociétés incluant les sociétés mères, ses filiales ainsi que les entités dans lesquelles les sociétés mères ou leurs filiales détiennent une participation.

Elle pourra également être engagée dans les opérations suivantes, il est entendu que la Société n'entrera dans aucune opération qui pourrait l'amener à être engagée dans toute activité qui serait considérée comme une activité réglementée du secteur financier:

- conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de moyens de crédit et réunir des fonds, notamment, par l'émission de titres, d'obligations, de billets à ordre et d'autres instruments de dettes ou de titres de capital ou utiliser des instruments financiers dérivés ou autres;

- avancer, prêter, déposer des fonds ou donner crédit à ou avec garantie de souscrire à ou acquérir tous instruments de dette, avec ou sans garantie, émis par une entité affiliée luxembourgeoise ou étrangère, pouvant être considérés dans l'intérêt de la Société;

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, y inclus des opérations immobilières, qui se rattachent à son objet ou qui le favorisent.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

La société n'exercera pas directement une activité industrielle et ne tiendra aucun établissement commercial ouvert au public.

Art. 5. Le capital souscrit de la société est fixé à TRENTE ET UN MILLE EURO (31.000.- EURO), représenté TROIS MILLE CENT (3.100) actions, chacune d'une valeur nominale de DIX EURO (10.- EUR).

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La société peut, dans la mesure où, et aux conditions auxquelles la loi le permet, racheter ses propres actions.

Les actions de la société peuvent être créées, aux choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

En cas d'augmentation du capital social, les droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes.

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins et qui élit un président dans son sein. Les administrateurs sont nommés pour un terme n'excédant pas six années.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Une résolution du Conseil d'administration peut être prise par écrit. Une telle résolution consistera en un ou plusieurs documents, contenant les résolutions, et elles seront signées, manuellement ou électroniquement par voie de signature électronique valable en droit luxembourgeois, par chaque administrateur (résolution circulaire). La date de ladite résolution est celle de la dernière signature.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la société.

Art. 7. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et faire tous les actes de disposition et d'administration qui rentrent dans l'objet social, et tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par les présents statuts ou par la loi, est de sa compétence. Il peut notamment compromettre, transiger, consentir tous désistements et mainlevées avec ou sans paiement.

Le conseil d'administration peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes aux conditions et suivant les modalités fixées par la loi.

Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de la gestion journalière des affaires de la société, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et/ou agents, associés ou non-associés.

La société se trouve engagée, soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle de la personne déléguée par le conseil.

Art. 8. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, seront suivies au nom de la société par un membre du conseil ou la personne déléguée par le conseil.

Art. 9. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires. Ils sont nommés pour un terme n'excédant pas six années.

Art. 10. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Art. 11. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le troisième jeudi du mois de juin à 15.00 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les avis de convocation. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se réunira le premier jour ouvrable suivant.

Art. 12. Pour pouvoir assister à l'assemblée générale, les propriétaires d'actions au porteur doivent en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter lui-même ou par mandataire, lequel peut ne pas être lui-même actionnaire.

Art. 13. L'assemblée générale a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société. Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

Art. 14. Pour tous les points non réglés aux présents statuts, les parties se soumettent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 et aux lois modificatives.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2009.
- 2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2010.
- 3). Exceptionnellement, le premier président du Conseil d'Administration et le premier Administrateur-Délégué peuvent être nommés par la première assemblée générale des actionnaires.

Souscription

Toutes les actions ont été souscrites par la société "UNIVERSAL STARS LLC", pré-qualifiée.

Toutes ces actions ont été libérées intégralement en numéraire, de sorte que la somme de TRENTE ET UN MILLE EURO (31.000.- EUR) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Déclaration - Evaluation - Frais

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié les conditions prévues par l'article vingt-six de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée ultérieurement et en constate expressément l'accomplissement.

Le montant, au moins approximatif, des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, est évalué approximativement à la somme de mille cinquante euro.

Décisions de l'actionnaire unique

Et aussitôt l'actionnaire unique, par son représentant susnommé, a pris les résolutions suivantes:

- 1.- Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.
- 2.- Ont été appelés aux fonctions d'administrateurs:
 - Monsieur Christian BÜHLMANN, expert-comptable, né à Etterbeek (Belgique), le 1^{er} mai 1971, demeurant professionnellement à L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach;
 - Monsieur Thierry TRIBOULOT, employé privé, né à Villers-Semeuse (France), le 2 avril 1973, demeurant professionnellement à L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach;
 - Monsieur Alexandre TASKIRAN, expert-comptable, né à Karaman (Turquie), le 24 avril 1968, demeurant professionnellement à L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.
- 3.- A été appelée aux fonctions de commissaire:
La société anonyme "TRUSTCONSULT LUXEMBOURG S.A.",
ayant son siège social à L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach, R.C.S. Luxembourg section B numéro 86995.
- 4.- Le siège de la société est établi à L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.
- 5.- La durée du mandat des administrateurs et du commissaire été a fixée à six ans.
- 6.- Le conseil d'administration est autorisé à nommer un ou plusieurs de ses membres aux fonctions d'Administrateur-Délégué.
7. Faisant usage de la faculté offerte par le point 3) des dispositions transitoires, l'assemblée nomme Monsieur Christian BÜHLMANN, préqualifié, comme président du Conseil d'Administration.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la personne comparante les présents statuts sont rédigés en français suivis d'une traduction anglaise, à la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte français et anglais, la version française fera foi.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Suit la version anglaise du texte qui précède:

In the year two thousand and nine.

On the twenty-fourth of December.

Before us Maître Jean SECKLER, notary residing at Junglinster (Grand-Duchy of Luxembourg).

THERE APPEARED:

The company "UNIVERSAL STARS LLC", having its registered office in 1617 N. Main Street, Suite B, Sheridan, WY 82801 (U.S.A.), CID number 2003-00454411,

hereby duly represented by Mr. Alexandre TASKIRAN, chartered accountant, residing professionally at L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach, by virtue of a power of attorney given under private seal.

The said proxy, signed ne varietur by the proxy-holder and the undersigned notary, will remain attached to this deed for the purpose of registration.

Such appearing party has requested the officiating notary to enact the following articles of association of a company which they declare to have established as follows:

Art. 1. Between the present this day and all persons who will become owners of the shares mentioned hereafter, a Luxembourg Public limited company (société anonyme) is hereby formed under the title of "MTM Capital Partners (Luxembourg) S.A."

Art. 2. The Company is established for an unlimited period.

Art. 3. The Registered Office of the Company is in Luxembourg. It may be transferred by decision of the Board of Directors to any other locality of the Grand-Duchy of Luxembourg and even abroad, should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the Registered Office of the Company, and until such time as the situation becomes normalised.

Art. 4. The purpose of the Company is any operation related directly or indirectly to the holding of participations, in any form whatsoever in any companies, as well as the administration, management, control and development of such participations.

The Company may also use its assets to create, to manage, to improve and to liquidate a portfolio consisting of any assets, financial instruments, bonds, debentures, stocks, notes, securities, trademarks, patents or intellectual property rights of any kind, to participate to the ownership, administration, management, development and control of any enter-

prises, to acquire, by effect of contribution, subscription, assignment or purchase option or in any other way, any assets, trademark or patents or other intellectual property rights, to monetize any such assets or rights by effect of sale, assignment, exchange or otherwise, to develop such enterprises, trademarks, patents or other intellectual property rights, to grant to companies into which the Company has an interest any assistance, loan, cash or guaranty and/or to affiliated companies and/or companies that are part to its Groups of companies, the Group being referred to herein as the group of companies including mother entities, its subsidiaries and any other entity into which the mother entities or their subsidiaries hold a participation.

The Company may also be part of such transaction, it is understood that the Company shall not be part of any transaction which may bring the Company to be engaged in any activity which may be considered as a regulated activity of a financial nature:

- grant loans in any form or to acquire any means to grant credits and secure funds therefore, notably, by issuing securities, bonds, notes and other debt or equity titles or by using derivatives or otherwise;
- give access to, lend, transmit funds or provide credit access to or with subscription guaranties to or acquire any debt instruments, with or without guaranty, emitted by an Luxembourg or foreign affiliated entity, which may be in the Company's interest;

The Company shall conduct any act that is necessary to safeguard its rights and shall conduct all operations generally without limitation, including real estate operations, which relate to or enable its purposes.

In general, it may take any measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

The Company shall not directly carry out any industrial activity or maintain a commercial establishment opened to the public.

Art. 5. The subscribed capital of the Company is fixed at THIRTY ONE THOUSAND EURO (31,000.- EUR) represented by THREE THOUSAND ONE HUNDRED (3,100) shares of a par value of TEN EURO (10.- EUR) each.

The shares are in nominative or bearer form, at the option of the shareholder.

The subscribed capital of the Company may be increased or reduced by a decision of the General Meeting of shareholders voting with the same quorum as for the amendment of the articles of association.

The Company may to the extent and under the restrictions foreseen by law redeem its own shares.

The Company's shares may be created, at the owner's option in certificates representing single shares or two or more shares.

Should the corporate share capital be increased, the rights attached to the new shares will be the same as those enjoyed by the old shares.

Art. 6. The Company is administered by a Board of Directors comprising at least three members, which elect a president among themselves. The mandate of the Directors may not exceed six years.

Any Director may be removed at any time with or without cause by the general meeting of shareholders.

Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile another Director as his proxy.

A Director may represent more than one of his colleagues

A resolution of the Board of Directors may be passed in writing. Such resolution shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed, manually or electronically by means of an electronic signature which is valid under Luxembourg law, by each and every Director (circular resolution). The date of such resolution shall be the date of the last signature.

Any Director may participate in any meeting of the Board of Directors by way of videoconference or by any other similar means of communication allowing their identification. These means of communication must comply with technical characteristics guaranteeing the effective participation to the meeting, which deliberation must be broadcasted uninterruptedly. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. The meeting held by such means of communication is reputed held at the registered office of the Company.

Art. 7. The Board of Directors possesses the widest powers to manage the business of the Company and to take all action of disposal and administration which are in line with the object of the Company, and anything which is not a matter for the General Meeting in accordance with the present Articles or governed by law, comes within its competence. In particular it can arbitrate, compromise, grant waivers and grant replevins with or without payment.

The Board of Directors is authorized to proceed to the payment of a provision of dividend within the bounds laid down by the law.

The Board of Directors may delegate all or part of its powers concerning the daily management of the Company's business, either to one or more Directors, or, as holders of a general or special proxy, to third persons who do not have to be shareholders of the Company.

All acts binding the Company must be signed by two Directors or by an officer duly authorized by the Board of Directors.

Art. 8. Legal action, as claimant as well as defendant, will be taken in the name of the Company by one member of the Board of Directors, or by the person delegated to this office.

Art. 9. The Company's operations are supervised by one or more auditors. Their mandate may not exceed six years.

Art. 10. The Company's business year begins on January 1 and closes on December 31.

Art. 11. The annual General Meeting is held on the third Thursday of June at 15.00 a.m. at the Company's Registered Office, or at an other place to be specified in the convening notices. If such day is a legal holiday the General Meeting will be held on the next following business day.

Art. 12. To be admitted to the General Meeting, the owner of bearer shares must deposit them five full days before the date fixed for the meeting, any shareholder will be entitled to vote in person or through a proxy, who need not to be a shareholder himself.

Art. 13. The General Meeting has the widest powers to take or ratify any action concerning the Company. It decides how the net profit is allocated and distributed.

The General Meeting may decide that profits and distributable reserves are assigned to the redemption of the stock, without reduction of the registered capital.

Art. 14. For any points not covered by the present articles, the parties refer to the provisions of the Act of August 10, 1915 and of the modifying Acts.

Special dispositions

- 1) The first financial year runs from the date of incorporation and ends on the 31st of December 2009.
- 2) The first General Meeting will be held in the year 2010.
- 3).- Exceptionally, the first Chairman of the Board of Directors and the first Managing Director may be appointed by the first General Meeting of the shareholders.

Subscription

All the shares have been subscribed by UNIVERSAL STARS LLC, prenamed.

All these shares are fully paid up by payments in cash such that the sum of THIRTY ONE THOUSAND EURO (31,000.- EUR) is from now on at the free disposal of the Company, proof whereof having been given to the officiating notary, who bears witness expressly to this fact.

Statement - Valuation - Costs

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed in article 26 of the law of August 10, 1915 as subsequently amended have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

The amount, approximately at least, of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be, incurred or charged to the Company as a result of its formation, is approximately valued at one thousand and fifty euro

Decisions of the sole shareholder

The above named sole shareholder, through his mandatory, has immediately taken the following resolutions.

- 1.- The number of Directors is fixed at three and that of the auditors at one.
- 2.- The following have been appointed as Directors:
 - Mr. Christian BÜHLMANN, chartered accountant, born at Etterbeek (Belgium), on the 1st of May 1971, residing professionally at L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach;
 - Mr. Thierry TRIBOULOT, private employee, born at Villers-Semeuse (France), on the 2nd of April 1973, residing professionally at L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach;
 - Mr. Alexandre TASKIRAN, chartered accountant, born at Karaman (Turkey), on the 24th of April 1968, residing professionally at L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.
- 3.- The following has been appointed as statutory auditor: The public limited company "TRUSTCONSULT LUXEMBOURG S.A.", having its registered office at L-2168 Luxembourg, 127 rue de Mühlenbach, R.C.S. Luxembourg section B number 86995.
- 4.- The Company's registered office shall be at L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.
- 5.- The term of office of the Directors and the statutory auditor shall be for six years.
- 6.- The Board of Directors is authorized to delegate the daily management of the Company to one or more of its members.
7. Following the faculty offered by point 3) of the transitory dispositions, the shareholders appoints Mr. Christian BÜHLMANN, as chairman of the Board of Directors

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in French, followed by an English version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the French and the English text, the French version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up at Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read in the language of the mandatory, known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

Signé: TASKIRAN - J. SECKLER

Enregistré à Grevenmacher, le 06 janvier 2010. Relation GRE/2010/61. Reçu soixante-quinze euros 75€.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Junglinster, le 26 janvier 2010.

Référence de publication: 2010018599/300.

(100012747) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2010.

ProLogis France XXVII S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 78.277.

à ajouter: Suite à un contrat daté du 18 décembre 2009 quatre cents quatre-vingt-dix-neuf (499) parts sociales détenues dans la Société par son actionnaire unique, c.-à-d., ProLogis European Finance IV Sarl ont été transférées à ProLogis European Finance XIX Sarl, ayant son siège social à L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté. Cette cession des parts sociales a été approuvée au nom et pour compte de la Société par un de ses gérants.

à ajouter: Suite à un contrat daté du 18 décembre 2009 une (1) part sociale détenue dans la Société par son actionnaire unique, c.-à-d., ProLogis European Holdings IV Sarl a été transférée à ProLogis European Holdings XIX Sarl, ayant son siège social à L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté. Cette cession de part sociale a été approuvée au nom et pour compte de la Société par un de ses gérants.

A faire paraître dans l'Extrait:

Répartitions des parts sociales:

ProLogis European Holdings XIX Sarl	1 part
ProLogis European Finance XIX Sarl	499 parts
Total	500 parts sociales

Le 18 décembre 2009.

ProLogis Directorship Sarl

Gérant

Représentée par Gareth Gregory

Gérant

Référence de publication: 2010019573/26.

(100013912) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2010.

Beam Global Spirits & Wine Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 30.012.400,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 124.112.

Il résulte de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société tenue au siège social en date du 8 janvier 2010 que les décisions suivantes ont été prises:

- Démission de Donard Gaynor de sa fonction de gérant de catégorie A de la Société avec effet au 8 janvier 2010.
- Démission de Philip Mills de sa fonction de gérant de catégorie A de la Société avec effet au 8 janvier 2010.
- Election de Kenton Raoul Rose, né le 27 mai 1957, Minnesota, Etats Unis d'Amérique, de nationalité américaine, demeurant au 510 Lake Cook Road, 60015 Deerfield, Illinois, Chicago (USA), à la fonction de gérant A avec effet au 8 janvier 2010 et pour une durée illimitée.

- Election de Robert Frank Probst, né le 21 février 1968, Florida, Etats Unis d'Amérique, de nationalité américaine, demeurant au 510 Lake Cook Road, 60015 Deerfield, Illinois, Chicago (USA), à la fonction de gérant A avec effet au 8 janvier 2010 et pour une durée illimitée.

A dater du 8 janvier 2010, le Conseil de Gérance est composé comme suit:

Gérants A:

Robert Frank Probst
Kenton Raoul Rose

Gérants B:

Robert van 't Hoeft
Marco Weijermans

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Beam Global Spirits & Wine Europe S. à r.l.

Marco Weijermans

Référence de publication: 2010019591/28.

(100013953) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2010.

ProLogis France XX S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 78.057.

à ajouter: Suite à un contrat daté du 18 décembre 2009 quatre cents quatre-vingt-dix-neuf (499) parts sociales détenues dans la Société par son actionnaire unique, c.-à-d., ProLogis European Finance IV Sàrl ont été transférées à ProLogis European Finance XIX Sàrl, ayant son siège social à L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté. Cette cession des parts sociales a été approuvée au nom et pour compte de la Société par un de ses gérants.

à ajouter: Suite à un contrat daté du 18 décembre 2009 une (1) part sociale détenue dans la Société par son actionnaire unique, c.-à-d., ProLogis European Holdings IV Sàrl a été transférée à ProLogis European Holdings XIX Sàrl, ayant son siège social à L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté. Cette cession de part sociale a été approuvée au nom et pour compte de la Société par un de ses gérants.

A faire paraître dans l'Extrait:

Répartitions des parts sociales:

ProLogis European Holdings XIX Sàrl	1 part
ProLogis European Finance XIX Sàrl	499 parts
Total	500 parts sociales

Le 18 décembre 2009.

ProLogis Directorship Sàrl

Gérant

Représentée par Gareth Gregory

Gérant

Référence de publication: 2010019574/26.

(100013910) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2010.

Vive les Mariés Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9048 Ettelbruck, 14, rue Dr Herr.

R.C.S. Luxembourg B 104.833.

Les comptes annuels au 31/12/2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

VIVE LES MARIÉS S.A.R.L.

Rue Dr Herr 14

L-9048 ETTTELBRUCK

Signature

Référence de publication: 2010019489/13.

(100014111) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2010.

SJ Properties Aubervilliers EquityCo Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.452.200,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 124.142.

Il résulte des résolutions écrites prises par l'associé unique en date du 9 février 2009 qu'il a été décidé à l'unanimité:

- D'accepter la démission en tant que gérant de la Société avec effet immédiat au 9 février 2009 Monsieur Gardar Thorvardsson;

- De nommer en remplacement du gérant démissionnaire pour une durée illimitée avec effet immédiat au 9 février 2009 Monsieur Björgvin Narfi Asgeirsson, né le 3 décembre 1974 à Reykjavik (Islande), demeurant à Sudurlandsbraut 12, 108 Reykjavik (Islande).

- De confirmer que le conseil de gérance de la Société est dorénavant composé par les gérants suivants:

Gérants

Monsieur Björgvin Narfi Asgeirsson

Monsieur Gilles Georges Wecker

Monsieur Peter Martin Fischbach-Engelberg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 janvier 2010.

Pour la société

TMF Management Luxembourg S.A.

Domiciliaire

Signatures

Référence de publication: 2010020161/25.

(100015165) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2010.

Parworld, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 77.384.

EXTRAIT

L'Assemblée Générale Ordinaire tenue en date du 20 janvier 2010 a décidé de renouveler le mandat de:

- Monsieur Philippe MARCHESSAUX, Président du Conseil d'Administration, 1 Boulevard Haussmann, F-75009 Paris,

- Monsieur Stéphane BRUNET, Administrateur, 33 rue de Gasperich, L-5826 Howald-Hesperange,

- Monsieur Vincent CAMERLYNCK, Administrateur, 1 Boulevard Haussmann, F-75009 Paris,

- Monsieur Christian DARGNAT, Administrateur, 1 Boulevard Haussmann, F-75009 Paris,

- Monsieur Anthony FINAN, Administrateur, 1 Boulevard Haussmann, F-75009 Paris,

- Monsieur Guy de FROMENT, Administrateur, 1 Boulevard Haussmann, F-75009 Paris,

- Monsieur Bruno PIFFETEAU, Administrateur, 1 Boulevard Haussmann, F-75009 Paris,

- Monsieur Marc RAYNAUD, Administrateur, 1 Boulevard Haussmann, F-75009 Paris,

- Monsieur Christian VOLLE, Administrateur, 1 Boulevard Haussmann, F-75009 Paris,

pour un terme d'un an venant à échéance lors de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires en 2011.

L'Assemblée Générale a reconduit le mandat de PricewaterhouseCoopers S.à r.l. en sa qualité de Réviseur d'Entreprises de la Société pour un terme d'un an devant expirer à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires en 2011.

Pour extrait conforme

Pour PARWORLD SICAV

BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG

Signatures

Référence de publication: 2010019517/27.

(100014321) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2010.